



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition n° 33 du 30 juillet 2010*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 2 août 2010

## SOMMAIRE

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>824</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>824</b>
<b>CABINET DU PREFET .....</b>	<b>824</b>
Bureau des affaires politiques .....	824
Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2010 .....	824
Extrait de l'arrêté du 1er juillet 2010 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - Promotion du 14 juillet 2010 .....	833
Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement .....	833
Extrait de l'arrêté modificatif du 8 juillet 2010 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 14 juillet 2010 .....	834
Extrait de l'arrêté du 15 juillet 2010 conférant l'honorariat à Monsieur Jean-Marie HOSTERT, ancien maire de la commune de CIREY-sur-VEZOUZE .....	834
<b>DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES .....</b>	<b>834</b>
Bureau des réglementations .....	834
Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2010 approuvant le cahier des charges des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express du département de la Meurthe-et-Moselle .....	834
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LIVERDUN - Dossier n° 2008/3623 .....	835
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LUDRES - Dossier n° 2008/3628 .....	835
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MALZEVILLE - Dossier n° 2008/3630 .....	835
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3634 .....	836
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3635 .....	836
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3638 .....	836
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2008/3649 .....	837
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE - Dossier n° 2008/3941 .....	837
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY - Dossier n° 2008/3942 .....	837
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à JARNY - Dossier n° 2008/3943 .....	838
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/3944 .....	838
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGWY - Dossier n° 2008/3945 .....	839
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGWY - Dossier n° 2008/3946 .....	839
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE - Dossier n° 2008/3947 .....	839
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3948 .....	840
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4110 .....	840
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4111 .....	840
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4112 .....	841
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NEUVES MAISONS - Dossier n° 2008/4114 .....	841
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à POMPEY - Dossier n° 2008/4115 .....	842
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON - Dossier n° 2008/4116 .....	842
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à TOUL - Dossier n° 2008/4117 .....	842
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2008/4118 .....	843
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2008/4119 .....	843
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4227 .....	843
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à MONT SAINT MARTIN - Dossier n° 2008/4667 .....	844
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2009/0006 .....	845
Extrait de l'arrêté du 22 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN - Dossier n° 2010/0015 .....	845
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0072 .....	845
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JARNY - Dossier n° 2010/0074 .....	846
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0086 .....	846
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0096 .....	847
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0117 .....	847
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0118 .....	848
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE - Dossier n° 2010/0124 .....	848
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2010/0128 .....	849
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à CONFLANS EN JARNISY - Dossier n° 2010/0172 .....	849
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPIGNEULLES - Dossier n° 2010/0378 .....	850
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BAYON - Dossier n° 2010/0379 .....	851
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD - Dossier n° 2010/0380 .....	851
Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0384 .....	852
<b>DIRECTION DE L'ACTION LOCALE .....</b>	<b>853</b>
Bureau des procédures environnementales .....	853
Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2010 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la déviation de la canalisation de gaz LAIX-HERSERANGE .....	853
Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2010 autorisant GRTgaz à construire et à exploiter la déviation de la canalisation LAIX-HERSERANGE .....	853
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>854</b>
Bureau de l'interministérielle .....	854
Arrêté n° 10.BI.34 du 23 juillet 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine .....	854
<b>SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE .....</b>	<b>855</b>
Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2010 portant mandatement d'office - Commune de Pierre-Percée .....	855
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>855</b>
<b>DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES - EST .....</b>	<b>855</b>
Division d'exploitation de Metz .....	855
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-062 en date du 26 juillet 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'abattage d'arbres sur la RN 52, du PR 23+900 au PR 24+500 .....	855
Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-065 en date du 27 juillet 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fauchage sur la RN 52, du PR 0+000 au PR 25+000 .....	856
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>858</b>
<b>CABINET DE LA DIRECTION GENERALE.....</b>	<b>858</b>
Délibération n° 01/2010 de l'agence régionale de santé de Lorraine du 20 juillet 2010 portant nomination de Monsieur Claude DESALME, président de ARSMSAL Lorraine, comme vice-président du conseil de surveillance de l'ARS de Lorraine .....	858
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>858</b>
<b>DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>858</b>
Service établissements de santé .....	858
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 110/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015 .....	858

Extrait de l'arrêté ARS – DT 54 N° 111/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155 .....	858
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 112/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296 .....	859
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 113/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395 .....	859
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 114/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668 .....	859
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 115/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138 .....	859
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 116/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286 .....	860
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 117/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072 .....	860
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 118/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163 .....	860
Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 119/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023 .....	860
<b>AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....</b>	<b>861</b>
<b>DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL.....</b>	<b>861</b>
Service produits de santé et de la biologie.....	861
Extrait de l'arrêté n° 2010-112 du 24 juin 2010 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur (PUI) du Centre Hospitalier de Saint-Dié-Des-Vosges en vue de l'autoriser à assurer l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 880 780 077 .....	861
Extrait de l'arrêté n° 2010-123 du 29 juin 2010 relatif à l'autorisation d'approvisionnement, de détention, de contrôle, de gestion et de dispensation de médicaments pour le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles et de médicaments pour le traitement de réactions indésirables graves - Centre de médecine préventive de Vandœuvre-lès-Nancy – Site d'Epinal : Centre d'information, de dépistage et de traitement des infections sexuellement transmissibles.....	861
Extrait de l'arrêté n° 2010-136 du 30 juin 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral SELAS « Laboratoire Saint-Rémy » sise 28 rue de la Pologne à LUNEVILLE (54300) enregistrée sous le n° 04 - Autorisation n° 54-64 - Autorisation n° 54-87 - Autorisation n° 54-93 - Autorisation n° 88-37 .....	862
Extrait de l'arrêté n° 2010-141 du 30 juin 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 97 rue Jules Ferry à RAON-L'ETAPE (88110) - Autorisation n° 88-37 .....	862
Extrait de l'arrêté n° 2010-154 du 30 juin 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 28 rue de la Pologne à LUNEVILLE (54300) - Autorisation n° 54-87 .....	863
Extrait de l'arrêté n° 2010-168 du 15 juillet 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à PONT-A-MOUSSON (54700) - Licence n° 54#01059.....	863
Extrait de l'arrêté n° 2010-169 du 15 juillet 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à DOMBASLE-SUR-MEURTHE (54110) - Licence n° 54#01060.....	864
<b>DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE .....</b>	<b>864</b>
Service prévention des risques .....	864
Modification de la ligne à 63 kV Errouville - Moulaine - Auberives - Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant autorisation d'exécution .....	864
Extrait de l'arrêté n° 2010-001 du 15 juillet 2010 portant reconnaissance du service inspection - Centre de Production Thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.....	865
<b>DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....</b>	<b>866</b>
Arrêté n° 09/2010 du 12 juillet 2010 portant subdélégation de signature en faveur de M. Marc NICAISE, secrétaire général de la Direccte Lorraine.....	866
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>866</b>
Service solidarité - insertion.....	866
Extrait de l'arrêté n° 532 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R.).....	866
Extrait de l'arrêté n° 533 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion (ARS) .....	867
Extrait de l'arrêté n° 534 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.) .....	867
Extrait de l'arrêté n° 535 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.) .....	868
Extrait de l'arrêté n° 536 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.) .....	868
Extrait de l'arrêté n° 537 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'adaptation à la vie active « Atelier 18 » géré par l'association « Le Gîte Familial » .....	869
Extrait de l'arrêté n° 538 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale « Marguerite Valette » géré par l'association « Le Gîte Familial » .....	869
Extrait de l'arrêté n° 539 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association « Le Grand Sauvoy » .....	870
Extrait de l'arrêté n° 540 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association « Le Grand Sauvoy » .....	870
Extrait de l'arrêté n° 541 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale – Foyer de Jeunes géré par l'association « Le Clair Logis » .....	871
Extrait de l'arrêté n° 542 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du service ANTIGONE géré par l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » (ARS) .....	871
Extrait de l'arrêté n° 543 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S) .....	872
Extrait de l'arrêté n° 544 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Point d'Accueil et d'Urgence Sociale de Longwy géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S) .....	872
Extrait de l'arrêté n° 545 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Point d'Accueil et d'Urgence Sociale de Briey géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S) .....	873
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>874</b>
Service du consommateur .....	874
Extrait de l'arrêté du 22 juillet 2010 portant agrément de l'Union Départementale de Meurthe-et-Moselle de la Confédération Générale du Logement (CGL) .....	874
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE .....</b>	<b>874</b>
SIP de Nancy Sud-Est – En date du 9 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Sylvie THOMASSIN, Contrôleur Principal.....	874

SIP de Nancy Sud-Est – En date du 9 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Marie-Thérèse MUNIER, Contrôleur .....	874
SIP de Nancy Sud-Est – En date du 19 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Agnès BAVEREZ, Contrôleur Principal.....	874
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>875</b>
Service agriculture, forêt, chasse .....	875
Décision du 30 juin 2010 de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, fixant pour la campagne 2010 la troisième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier .....	875
Service transports, sécurité.....	875
Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/020 du 27 juillet 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un chantier sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparation de nids de poule au niveau du carrefour avec la RD 26C et la voie de substitution de la RN 52 .....	875
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>876</b>
<b>CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY .....</b>	<b>876</b>
Décision de délégation de signature n° 035/10 du 21 juin 2010 .....	876
<b>AVIS ET COMMUNICATIONS .....</b>	<b>877</b>
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>877</b>
<b>DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....</b>	<b>877</b>
Service aménagement durable, urbanisme, risques .....	877
Avis de parution de l'arrêté n° 31168 du 21 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de DONCOURT LES LONGUYON.....	877
Avis de parution de l'arrêté n° 31990 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MAIZIERES .....	877
Avis de parution de l'arrêté n° 34857 du 21 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VILLE SUR YRON .....	877
Avis de parution de l'arrêté n° 38560 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de ABBEVILLE LES CONFLANS.....	877
Avis de parution de l'arrêté n° 39202 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY .....	878
Avis de parution de l'arrêté n° 40170 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CERVILLE .....	878
Avis de parution de l'arrêté n° 40924 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LONGUYON .....	878
Avis de parution de l'arrêté n° 45838 du 21 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BEUVEILLE .....	878
<b>AUTRES SERVICES.....</b>	<b>878</b>
<b>CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....</b>	<b>878</b>
Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe du 22 juillet 2010 pour le recrutement d'un cadre de santé .....	878
Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne du 22 juillet 2010 pour le recrutement de trois cadres de santé .....	878

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET DU PREFET***Bureau des affaires politiques*

**Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 accordant la médaille d'honneur régionale, départementale et communale à l'occasion de la promotion du 14 juillet 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**ARRETE**

Article 1 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux titulaires de mandats électifs dont les noms suivent :

**Médaille ARGENT**

- Monsieur BECK Daniel, Conseiller municipal de LOISY, demeurant à LOISY
- Monsieur BERNARD Alain, Conseiller municipal de LONGLAVILLE, demeurant à MONT-SAINT-MARTIN
- Monsieur BETTI Lucien, Adjoint au maire de LONGLAVILLE, demeurant à LONGLAVILLE
- Monsieur BEYLSTEIN Christian, Adjoint au maire de LACHAPELLE, demeurant à LACHAPELLE
- Monsieur BIRITTERI Martin, Conseiller municipal de BAYONVILLE-SUR-MAD, demeurant à BAYONVILLE-SUR-MAD
- Monsieur BITOUN Joseph, Adjoint au maire de LONGLAVILLE, demeurant à LONGLAVILLE
- Monsieur CROUVIZIER Michel, Conseiller municipal de VÉHO, demeurant à VÉHO
- Monsieur DURIEZ Jean-Marc, Adjoint au maire de LONGLAVILLE, demeurant à LONGLAVILLE
- Madame GIGLEUX Dominique née MERIENNE, Conseiller municipal de LOISY, demeurant à LOISY
- Monsieur GOUSSE Bernard, Conseiller municipal de NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON, demeurant à NORROY-LÈS-PONT-À-MOUSSON
- Monsieur JOLÉ Jean-Noël, Maire de PARUX, demeurant à PARUX
- Madame KLEIN Elisabeth née GEORGEL, Adjoint au maire de HAUDONVILLE, demeurant à HAUDONVILLE
- Madame MANGEL Viviane née BUSY, Conseiller municipal de BAYONVILLE-SUR-MAD, demeurant à BAYONVILLE-SUR-MAD
- Madame MANGEL Viviane née BUSY, Conseiller municipal de BAYONVILLE-SUR-MAD, demeurant à BAYONVILLE-SUR-MAD
- Madame MARCHAL Odile née JACOT, Adjoint au maire de BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES
- Monsieur MEISTERTZHEIM Camille, Conseiller municipal de PAREY-SAINT-CÉSAIRE, demeurant à PAREY-SAINT-CÉSAIRE
- Monsieur MONIOT Gérard, Conseiller municipal de ALLONDRELLE-LA-MALMAISON, demeurant à ALLONDRELLE-LA-MALMAISON
- Madame PARISOT Francine née HAMMERER, Maire de SAXON-SION, demeurant à SAXON-SION
- Monsieur ROUGIEUX Charles, Maire de ARMAUCOURT, demeurant à ARMAUCOURT
- Monsieur SCHWARTZ Paul, Adjoint au maire de ARMAUCOURT, demeurant à ARMAUCOURT

**Médaille VERMEIL**

- Monsieur BOULANGER Alain, Maire de FLÉVILLE-DEVANT-NANCY, demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur CASALINI Noël, Adjoint au maire de VILLERS-SOUS-PRÉNY, demeurant à VILLERS-SOUS-PRÉNY
- Madame GAUCHÉ Bernadette née SIMON, Maire de HAUDONVILLE, demeurant à HAUDONVILLE
- Monsieur LE ROI Jean-Pierre, Adjoint au maire de VILLE-EN-VERMOIS, demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
- Monsieur MASSON Paul née SIMON, Conseiller municipal de JOLIVET, demeurant à JOLIVET
- Monsieur MAUJEAN Maurice, Conseiller municipal de BAYONVILLE-SUR-MAD, demeurant à BAYONVILLE-SUR-MAD
- Monsieur RENARD Jacques, Conseiller municipal de JOLIVET, demeurant à JOLIVET
- Monsieur SIMONET Jean-Marie, Adjoint au maire de JOLIVET, demeurant à JOLIVET

**Médaille OR**

- Madame BELCHEN Marcelle née COSSIC, Conseiller municipal de BAYONVILLE-SUR-MAD, demeurant à BAYONVILLE-SUR-MAD
- Monsieur CORBELLOTTI Roger, Maire de LONGLAVILLE, demeurant à LONGLAVILLE
- Monsieur JACQUOT Alain, Adjoint au maire de VILLEY-SAINT-ETIENNE, demeurant à VILLEY-SAINT-ETIENNE

Article 2 : Les médailles d'honneur régionale, départementale et communale sont décernées aux fonctionnaires et agents des collectivités locales dont les noms suivent :

**Médaille ARGENT**

- Monsieur ALBERT Patrick, Adjoint des cadres de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur ALENDA Bruno, Adjoint technique 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à VÉZELISE
- Madame ALI Aïcha, Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de HOMÉCOURT, demeurant à JOEUF
- Monsieur ANGONIN Stéphane, Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de METZ, demeurant à MARS-LA-TOUR
- Madame ANTOINE Joëlle née FRANÇOIS, Adjoint technique territorial de 1ère classe des établissements d'enseignement, CONSEIL REGIONAL de METZ, demeurant à ATTON
- Mademoiselle AUBERT Isabelle, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Madame AUBERTIN Isabelle née LEMOINE, Infirmière classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à MARS-LA-TOUR
- Madame AUBRY Frédérique née GOUVION, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à OCHEY
- Monsieur BAKOUR René, Ouvrier professionnel, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Mademoiselle BARAD Anne, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à GONDREVILLE
- Monsieur BARBIER Didier, Contrôleur de travaux, MAIRIE de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON, demeurant à BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
- Mademoiselle BARBIER Dominique, Adjoint d'animation de 2ème classe, MAIRIE de SAINT-MAX, demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Mademoiselle BASTIAN Valérie, Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOMBLAINE
- Madame BASTIEN Agnès née TROGER, Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame BAUMGARTNER Corinne née BUREAU, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame BECK Nathalie née KLEJNOWSKI, Rédacteur en chef, MAIRIE de VALLEROY, demeurant à VALLEROY
- Mademoiselle BEDEL Nathalie, Agent des services hospitaliers qualifiés, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOMBLAINE
- Madame BERLIOZ Corinne née HAFNER, Aide-soignante, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Mademoiselle BERTHEMIN Sylvie, Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur BLOT Romain, Infirmier diplômé d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NEUVES-MAISONS

- Madame BOCQUEL Catherine née RAGOT, Auxiliaire de soins principal 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur BOLTZ Olivier, Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de HEILLECOURT, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur BONIFAZI Daniel, Contrôleur de travaux, MAIRIE de TUCQUEGNIEUX, demeurant à TUCQUEGNIEUX
- Madame BOUL Mireille née KLEIN, Assistante maternelle, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame BRANCHU Agnès née CHARDIN, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à VARANGÉVILLE
- Madame BRANDT Catherine née ALFONSI, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à LIVERDUN
- Madame BRELINSKY Valérie née GIRSCH, Adjoint administratif, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à BLAMONT
- Monsieur BREZILLON Laurent, Technicien supérieur territorial chef, MAIRIE de NANCY, demeurant à MALLELOY
- Madame BROUNE Céline née GEOFFROY, Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame BRUDER Dominique née WESTRICH, Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Monsieur BUREK Daniel, Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Monsieur CARA Frédéric, Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de MOUTIERS, demeurant à VALLEROY
- Madame CARA Maryse, Attaché territorial, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame CARAN Marie-Christine, Agent d'accueil, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à MÉRÉVILLE
- Monsieur CARÊME Claude, Employé communal, MAIRIE de LOISY, demeurant à LOISY
- Madame CERVILLE Sylvie, Agent des services hospitaliers, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Madame CESCOSE Martine née BADER, A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de LIVERDUN, demeurant à SAIZERAIS
- Madame CHACHAY Emmanuela née ROSE, Assistante socio-éducative, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES, demeurant à LUNÉVILLE
- Madame CHAMPIGNEUL Sandrine née BRULE, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES
- Mademoiselle CHAROTTE Karine, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à MÉRÉVILLE
- Mademoiselle CHASSELIN Anne-Marie, Adjoint administratif principal 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à LUNÉVILLE
- Monsieur CHAUDRON Alain, Adjoint technique principal 2ème classe, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE, demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame CHOFFEL Elvyre née EBERT, Aide-soignante de classe normale, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à GRIFFORT
- Mademoiselle CHOL Agnès, Adjoint administratif hospitalier de 1ère classe, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à PAREY-SAINT-CÉSAIRE
- Monsieur CIPOLLETTA Giovanni, Technicien territorial supérieur chef, CONSEIL REGIONAL de METZ, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Mademoiselle CLAUDEL Catherine, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à MAXÉVILLE
- Madame COLIN Blandine née CORBIAT, Secrétaire médicale, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à LUNÉVILLE
- Madame COLIN Catherine, Rédacteur, MAIRIE de HOMÉCOURT, demeurant à AUDUN-LE-ROMAN
- Monsieur COLLET Marc, Opérateur qualifié des APS, MAIRIE de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON, demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Mademoiselle COLLIN Astrid, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à PULNOY
- Madame COMES Anne, Adjoint administratif principal de 2ème classe, CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE de VILLERS LÈS NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur COMTE Patrick, Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE, demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Mademoiselle CONROY Isabelle, Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à DAMELEVIÈRES
- Madame COTEL Laurence née COLAS, Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à MAIZIÈRES
- Madame COTRUPI Marie-Thérèse née VISCERA, Technicienne laboratoire classe normale, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à VALLEROY
- Monsieur COURBEY Jean-Pierre, Praticien hospitalier, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE, demeurant à LUNÉVILLE
- Madame CUNY Martine née SIMONIN, Adjoint d'animation de 2ème classe, MAIRIE de LIVERDUN, demeurant à LIVERDUN
- Madame CZECK Fabienne, Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de METZ, demeurant à LANTÉFONTAINE
- Madame DE BORTOLI Marie-Yvonne née PLOTTET, Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à HEILLECOURT
- Madame DE ROCARD Elisabeth née TEYSSEDE, Adjoint administratif hospitalier 1ère classe, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à REMENOVILLE
- Madame DEGEIHLH Nathalie née FISCHER, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame DELANDRE Patricia née DEL CONTE, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à MÉHONCOURT
- Mademoiselle DELBOUYS Nathalie, Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame DERLON Laurence née BINDA, Adjoint administratif hospitalier 1ère classe, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à BATILLY
- Madame DIDELOM Marie-Laure née ALEXANDRE, Psychologue, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur DIDELOT Francis, Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à VARANGÉVILLE
- Madame DIDIER Jacqueline née GORIUS, Assistante maternelle, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame DIDIERJEAN Evelyne, Assistant socio-éducatif, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame DIETENHOEFFER Christelle, Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de LIVERDUN, demeurant à SAIZERAIS
- Madame DIEUDONNE Josiane née GERARDIN, Assistante familiale - aide sociale à l'enfance, CONSEIL GENERAL de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur DOTHEE Jacques, Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de LONGWY, demeurant à LONGWY
- Madame DOUDEAU Annette, Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
- Madame DRIGET Marie-Laure née MAGGIO, Puéricultrice cadre supérieur de santé, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à MÉRÉVILLE
- Madame DUCRET Nicole née DEBUY, Adjoint administratif 2ème classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à HARAUCOURT
- Madame ECKMANN Christelle née BERTRAND, Agent des services hospitaliers, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à MESSEIN
- Monsieur ELIPOT Michel, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES

- Madame FERARY Catherine née VERVAUX, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à HOUEMONT
- Madame FERIR Nathalie née NIESS, A.T.S.E.M. 1ère classe, MAIRIE de BLAINVILLE-SUR-L'EAU, demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Mademoiselle FINCK Louise, Infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame FOGHIN Pascale, Infirmière de classe normale, MAISON DE RETRAITE LOUIS QUINQUET de LONGUYON, demeurant à MOINEVILLE
- Mademoiselle FONTVIEILLE Dominique, Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à SOMMERVILLER
- Monsieur FOSSET Fabrice, Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de METZ, demeurant à BATILLY
- Mademoiselle GARGAM Bénédicte, Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de MESSEIN, demeurant à MESSEIN
- Monsieur GARLAND Alban, Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame GARLAND Catherine née BARBE, Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame GARTISER Elisabeth née ANTONOT, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à PULNOY
- Madame GENOT Véronique née BRULLIARD, Assistante socio-éducative, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES, demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- Mademoiselle GILLEN Arielle, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame GIRARD Armelle née CHAMPREDONDE, Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à NEUVES-MAISONS
- Mademoiselle GORIUS Marie, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur GOUJON Patrick, Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à LIVERDUN
- Mademoiselle GRAUL Régine, Manipulateur radio classe normale, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à BRIEY
- Mademoiselle GRAVIER Sylvie, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à PULLIGNY
- Madame GUILLAUME Viviane née BRANQUART, Praticien hospitalier, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE, demeurant à VILLE-EN-VERMOIS
- Mademoiselle HABLOT Marie-Noëlle, Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à BULLIGNY
- Monsieur HARDOUIN Vincent, Technicien supérieur principal, MAIRIE de LONGWY, demeurant à ÉPIEZ-SUR-CHIERS
- Madame HARMANT Christine, Attaché, CNFPT de PARIS, demeurant à LAXOU
- Monsieur HAZARD Gérard, Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de CHENEVIÈRES, demeurant à CHENEVIÈRES
- Mademoiselle HENRY Sylvie, Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
- Madame HORNECKER Nicole née VOURIOT, A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de VILLEY-SAINT-ETIENNE, demeurant à VILLEY-SAINT-ETIENNE
- Madame HOUOT Marie-Claude née OLIGER, ATSEM principal 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE BLENOD LES PONT A MOUSSON de BLENOD LES PONT A MOUSSON, demeurant à BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
- Madame HUET Brigitte, Infirmière, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à NANCY
- Madame HUMBERT Rita née SCHNEIDER, Adjoint du patrimoine de 2ème classe, MAIRIE de LIVERDUN, demeurant à NANCY
- Madame HUSSON Josette née FARON, Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à NEUVES-MAISONS
- Madame IMBACH Sandrine née MEYER, Aide-soignante de classe normale, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame JOLIMET Véronique née HUMBERT, Infirmière diplômée de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à LAXOU
- Madame JOLY Karine née LAUMONT, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOMBLAINE
- Madame JOUAVILLE Isabelle née DAMEN, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à ATTON
- Madame JURIC Catherine, Rédacteur principal, CONSEIL GENERAL de NANCY, demeurant à HUSSIGNY-GODBRANGE
- Madame KLESBERT Danièle née AUBERT, Adjoint administratif principal 2ème classe, SIVOM DU PAYS MEURTHE ET MORTAGNE de GERBEVILLER, demeurant à GERBÉVILLER
- Monsieur KOEHLER Alain, Adjoint technique 1ère classe ETS, CONSEIL GENERAL de METZ, demeurant à JOEUF
- Madame KOEHLER Ghislaine née ARINGOLI, Adjoint technique 2ème classe ETS, CONSEIL GENERAL de METZ, demeurant à JOEUF
- Madame KRAWCZYK Brigitte, Adjoint administratif principal de 2ème classe, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY, demeurant à MONCEL-SUR-SEILLE
- Monsieur KUREK Edmond, Assistant social, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame LACOUR Marielle née MATHIOT, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à MÉNIL-LA-TOUR
- Madame LAHAXE Claudine née ROYER, Adjoint administratif 2ème classe, MAIRIE de CHAMPENOUX, demeurant à CHAMPENOUX
- Monsieur LAHBIB Fabrice, Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à TOUL
- Monsieur LAMBOLEY Jacky, Adjoint technique principal 2ème classe, MAIRIE de BLAINVILLE-SUR-L'EAU, demeurant à VIGNEULLES
- Monsieur LAUMONT Roger, Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à TOMBLAINE
- Madame LAURENT Chantal née GAUDE, Agent des services hospitaliers qualifié, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à VÉZELISE
- Madame LAURENT Corinne née MARIELA, Rédacteur principal, MAIRIE de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON, demeurant à BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON
- Madame LECLAIRE Véronique née GUISE, Agent des services hospitaliers qualifiés, C.H.U. de NANCY, demeurant à CUSTINES
- Madame LEMOINE Véronique née LUCHT, Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE, demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Mademoiselle LEONARD Sylvie, Adjoint administratif hospitalier 1ère classe, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à BRIEY
- Madame LEPIANKO Martine née COLIN, Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame LEQUIN Camille née BAILLY, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à BAINVILLE-SUR-MADON
- Monsieur LEQUIN Christian, Aide-soignant de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à BAINVILLE-SUR-MADON
- Madame LEROUGE Marie-Noëlle née GRANDEMANGE, Sage-femme de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur LEROY Hervé, Technicien de laboratoire cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à DIARVILLE
- Madame LÉTÉ Corinne née JACOB, A.T.S.E.M de 1ère classe, MAIRIE de SAINT-MAX, demeurant à SAINT-MAX
- Madame LIÈVRE Marilyne, Aide-soignante de classe normale, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES, demeurant à EINVILLE-AU-JARD
- Monsieur LOPEZ Jean-André, Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à HOMÉCOURT
- Madame LOSSY Marie-Claudine née ROGER, Adjoint technique 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de JARVILLE LA MALGRANGE, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Monsieur MADASCHI Hervé, Educateur territorial des APS de 1ère classe, MAIRIE de METZ, demeurant à JOEUF
- Madame MAGNAT Evelyn, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur MAHEVAS Thierry, Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à FROLOIS
- Madame MAHU Jacqueline née BAGARD, Aide-soignant classe normale, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à THÉLOD

- Madame MAHU Jacqueline née BRASSEUR, Aide-soignant classe normale, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à GOVILLER
- Madame MAILLARD Emmanuelle née MASSON, Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Madame MANACH Valérie née MOUSSAULT, Agent des services hospitaliers qualifié, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à RICHARDMÉNIL
- Mademoiselle MANGIN Catherine, Opérateur des activités physiques et sportives, MAIRIE de HERSERANGE, demeurant à LEXY
- Madame MANGIN Monique née GRILLET, Aide-soignant classe supérieure, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à PAREY-SAINT-CÉSAIRE
- Madame MARTIN Bernadette née AUBERTIN, Rédacteur chef, COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS de COLOMBEY-LES-BELLES, demeurant à ALLAMPS
- Madame MARTINS Anne-Marie née KUBCZAK, Aide-soignante, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à JOUAVILLE
- Madame MASSON Valérie née NOLTE, Aide-soignante de classe normale, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE, demeurant à BERTRAMBOIS
- Monsieur MASSY Jean-Patrick, Educateur APS hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Monsieur MATEU Carlos, Infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à NANCY
- Madame MEYER Ouardia née AFIRI, Assistant socio-éducatif, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame MIGOT Isabelle née GAILLARD, Rédacteur territorial, CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE de VILLERS LÈS NANCY, demeurant à MÉRÉVILLE
- Mademoiselle MIKUTA Laurence, Infirmière D.E classe normale, CENTRE HOSPITALIER de LORQUIN, demeurant à TANCONVILLE
- Madame MIRLAND Nelly, Adjoint des cadres, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à NANCY
- Madame MOLITOR Catherine née SACQUEPEE, Rédacteur principal, MAIRIE de LONGWY, demeurant à HERSERANGE
- Mademoiselle MONSKI Nathalie, Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à FRAIMBOIS
- Monsieur MORIOT Hervé, Ouvrier professionnel qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à MOYEN
- Madame NAFTALSKI Chantal, Adjoint du patrimoine 1ère classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à LAXOU
- Madame NAVET Isabelle née BONNET, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à SEICHAMPS
- Madame NESSUS Maryse née HENNEVILLE, Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame NICOLAS Marie-Claude née THIEBERT, ATSEM, MAIRIE de BICQUELEY, demeurant à BICQUELEY
- Madame NOEL Carole née GAY, Assistant socio-éducatif, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à TOUL
- Madame NOEL Evelynne née SCHNEIDER, Auxiliaire puéricultrice de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à NEUVES-MAISONS
- Madame OLIVIER Dominique, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame ORDRENNEAU Michèle née ERMACORA, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à ANTHELUPT
- Monsieur PALUCCI Michel, Directeur général des services, MAIRIE de HAYANGE, demeurant à LONGWY
- Monsieur PARAN Gilles, Contrôleur de travaux, CONSEIL GENERAL de NANCY, demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur PARET Jean-Marc, Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de LONGWY, demeurant à VILLERS-LA-MONTAGNE
- Madame PASCOLINI Françoise née BOURON, Infirmière territoriale de classe supérieure, MAIRIE de NANCY, demeurant à NANCY
- Mademoiselle PASTORE Sara, Aide-soignante classe normale, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à BRIEY
- Monsieur PAYEUR Philippe, Aide-soignant classe normale, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à NORROY-LE-SEC
- Madame PEREZ Brigitte née BASSEDAS-COMA, Adjoint administratif hospitalier de 1ère classe, C.H.U. de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame PETIT Marie-Odile née LAFOSSE, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à PRAYE
- Madame PETIT Odile, Aide-soignante de classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE, demeurant à VATHIMÉNIL
- Madame PETITGAND Agnès née JOLLAIN, Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Monsieur PIERLOT Alain, Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à SAINT-MAX
- Madame POINSIGNON Rolande née BÔ, Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à HOUEMONT
- Madame POLITI Myriam née PERRICHON, Cadre de santé, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à MANCIEULLES
- Madame POLLO Stella née HALTE, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOMBLAINE
- Madame POPART Patricia née FIACRE, Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE, demeurant à HÉRIMÉNIL
- Madame PUCCIO Agnès née GRANDJEAN, Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à HOUEMONT
- Madame QUENOY Valérie née GEORGEOR, Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à PULLIGNY
- Madame QUINCY Valérie née FELCINI, Adjoint administratif 2ème classe, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame QUQU Josyane née JACQUOT, Adjoint du patrimoine 2ème classe, MAIRIE de LAXOU, demeurant à VANDELÉVILLE
- Monsieur RAVONI Marco, Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de GONDREVILLE, demeurant à TOUL
- Madame RICCIARELLI Danièle née BASTIEN, Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Mademoiselle ROL Laurence, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à CHALIGNY
- Madame ROMAC Sandrine née VAUTHIER, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Monsieur ROUSSEAU Thierry, Technicien supérieur chef, MAIRIE de METZ, demeurant à MARS-LA-TOUR
- Madame ROUSSEL Marie-Claude, Attaché principal, CNFPT de PARIS, demeurant à CHAUDENEY-SUR-MOSELLE
- Monsieur RUBINO Joseph, Contrôleur de travaux, MAIRIE de JARNY, demeurant à JARNY
- Madame RUTHMANN Rachel, Directeur adjoint hors classe, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame SAVONNIERE Sylvie, Aide-soignante de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à NEUVES-MAISONS
- Monsieur SCHAUER Jean-Loup, Adjoint technique principal 2ème classe, CONSEIL GENERAL de METZ, demeurant à JOUAVILLE
- Mademoiselle SCHIOCHET Nadine, Assistant socio-éducatif, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Madame SCHLACHTER Corinne née REGNAULT, Infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur SCHMITT Bruno, Ergothérapeute, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à NEUVES-MAISONS
- Madame SCHNEIDER Catherine née SCHENCKER, Adjoint administratif de 1ère classe, MAIRIE de BLAINVILLE-SUR-L'EAU, demeurant à MONT-SUR-MEURTHE
- Madame SCHNEIDER Nicole née WALLY, Assistant socio-éducatif, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à SEICHAMPS
- Madame SCHOUMACKER Marie-Andrée née PROVOT, Adjoint technique de 1ère classe des établissements d'enseignement, CONSEIL REGIONAL de METZ, demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Madame SIMON Céline née SCHULTZ, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à LAXOU
- Madame SIMONAIRE Françoise née PETITFILS, Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY, demeurant à VARANGÉVILLE



- Madame SPANG Colette, Adjoint administratif 1ère classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à HARBOUEY
- Monsieur STEGNER Claude, Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à MALZÉVILLE
- Madame STENGEL Brigitte, Adjoint administratif de 1ère classe, CONSEIL GENERAL de METZ, demeurant à NANCY
- Madame STOESSER Sylvie née DAINCHE, Assistante maternelle, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur THERNOT Daniel, Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON, demeurant à JEZAINVILLE
- Madame THIRIET Sylvie née FERRIER, Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à LUDRES
- Madame THOMASSIN Annick née JUPPONT, Auxiliaire puéricultrice de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à LUDRES
- Mademoiselle THOMASSIN Christine, Infirmière anesthésiste de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à CHALIGNY
- Mademoiselle TOUSSAINT Isabelle, Assistante qualifiée de conservation de 1ère classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame TRITZ Myriam née MEYER, Assistant qualifié de conservation du patrimoine et des bibliothèques, MAIRIE de LAXOU, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur TSCHIRHART Patrick, Psychologue, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à NANCY
- Madame UHRIG Chantal née VERMOT, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur VARNIER Gérard, Adjoint technique 2ème classe ETS, CONSEIL GENERAL de METZ, demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- Monsieur VEHERT Dominique, Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LAXOU, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur VIALETTE René, Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON, demeurant à FROUARD
- Monsieur VICHARD Francis, Adjoint technique 1ère classe, SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE L'ENVIRONNEMENT de BLAINVILLE-SUR-L'EAU, demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame VINCENT Dominique née BITZ, Analyste, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame VISINE Marie-Paule, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à CERVILLE
- Mademoiselle VISIOLI Crystelle, Technicienne laboratoire classe normale, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à NORROY-LE-SEC
- Madame VOLFF Valérie née SIMEON, Manipulateur d'électroradiologie de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à CHALIGNY
- Monsieur WALD Claude, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Mademoiselle WAWRZYNIAK Claudine, Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à TUCQUEGNIEX
- Monsieur WELSCHEN Jacques, Adjoint technique principal de 1ère classe, MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT de NANCY, demeurant à LEXY
- Madame WIRSCHING Fabienne née ONORATI, Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE, demeurant à LUNÉVILLE
- Madame ZACHARA Catherine, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame ZENS Patricia ; Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame ZOLLINO Francine née DZIPSEFF, Adjoint d'animation de 2ème classe, MAIRIE de LIVERDUN, demeurant à FROUARD

## Médaille VERMEIL

- Monsieur ABSALON Alain, Technicien territorial chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame AMBROSINI Marie-Annick née LUSSON, Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de LONGWY, demeurant à LONGWY
- Madame ANTOINE Carole, Monitrice éducatrice, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES, demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame ANTOINE Sylvie née LIOUVILLE, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame ARNOLD Brigitte née GAILLARD, Auxiliaire de puériculture 1ère classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Mademoiselle BALDERACCHI Claire, Adjoint administratif hospitalier principal de 1ère classe, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame BASTIEN Anne-Marie née MORIZOT, Aide-soignante classe supérieure, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à TRAMONT-LASSUS
- Monsieur BAUER Noël, Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de LAXOU, demeurant à GONDREVILLE
- Madame BAZILLE Marie-Thérèse née FRANCESCHETTO, Infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à NOMENY
- Monsieur BENOIT Ghislain, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame BERNARD Lyliane née FUCHS, Rédacteur principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur BERTRAND Jean-Pierre, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à CHALIGNY
- Madame BEZAULT Mireille née BERTRAND, Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à CHALIGNY
- Madame BLAISE Josette née BICHET, Adjoint administratif 1ère classe, MAIRIE de CHOLOY-MÉNILLOT, demeurant à CHOLOY-MÉNILLOT
- Madame BLAYDA Bernadette née MOERMAN, Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur BONIFACE Michel, Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de MESSEIN, demeurant à ALLAIN
- Monsieur BOUDALI Christian, Agent de maîtrise principal, C.H.U. de NANCY, demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- Monsieur BOUQUET Jacques, Agent des services hospitaliers qualifié, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE, demeurant à CIREY-SUR-VEZOUZE
- Mademoiselle BRUMEAUD Bernadette, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur BRUNET Jean-Michel, Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à HOUEMONT
- Monsieur BUCHER Thierry, Conducteur ambulancier de 1ère catégorie, C.H.U. de NANCY, demeurant à ART-SUR-MEURTHE
- Madame CALAIS Marie-christine née THIRIET, Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur CÉSARONI Bernard, Agent de maîtrise principal, SYNDICAT INTERCOMMUNAL SCOLAIRE DE PIENNES de PIENNES, demeurant à JOUDREVILLE
- Madame CHALLOY Dominique née BARABAN, Agent service école maternelle, MAIRIE de BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES
- Madame CHAURE Brigitte née FAUCHER, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à LUDRES
- Monsieur CHENU Etienne, Technicien supérieur territorial chef, MAIRIE de NANCY, demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Mademoiselle CLÉMENT Nicole, Professeur hors classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame COLLAS Evelyne née BONTEMPS, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à MESSEIN
- Madame COLLEONI Mireille née PELLIZZARO, Technicienne de laboratoire, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à LANDRES

- Madame COLLET Isabelle née MATISSE, Rédacteur-chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à TOMBLAINE
- Madame COLSON Martine, Assistant spécialisé d'enseignement artistique, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame COMTE Dominique, Sage-femme de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur CONRAUX Jean-Paul, Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à CHALIGNY
- Monsieur CONTAT François, Secrétaire de mairie, MAIRIE de MINORVILLE, demeurant à ROYAUMEIX
- Madame COPPI Catherine, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame COQUERON Catherine née MICHEL, Attaché territorial directeur général des services, MAIRIE de SAINT-MAX, demeurant à SAINT-MAX
- Monsieur D'HIVER Michel, Contrôleur de travaux, CONSEIL REGIONAL de METZ, demeurant à TOUL
- Madame DAMIEN Viviane née JEAN, Permanencier auxiliaire de régulation médical principal, C.H.U. de NANCY, demeurant à HAROUÉ
- Madame DAUBIGNY Michèle née PACHTCHENKO, Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de VILLERUPT, demeurant à VILLERUPT
- Madame DAVIDAS Lina, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur DE VEENE Jacques, Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur DIÉMUNSCH Philippe, Agent de maîtrise, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à PULNOY
- Madame DIEZ Dominique née HENNEQUIN, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à VARANGÉVILLE
- Madame DROUOT Guylaine née CAVAJANI, Technicienne de laboratoire, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à MOUTIERS
- Madame ERNST Chantal née BIGUET, Attaché principal, CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE de VILLERS LÈS NANCY, demeurant à THIAUCOURT-REGNIÉVILLE
- Madame ESTEL Dominique née ROLIN, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à FROUARD
- Mademoiselle ETIENNEY Catherine, Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame FERRO Bernadette née GUERGUIN, Adjoint administratif hospitalier principal de 2ème classe, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame FERRY Isabelle née COFFIGNY, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à VARANGÉVILLE
- Madame FOURNIER Nathalie, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur GACHET Serge, Directeur technique de l'Opéra, OPERA NATIONAL DE LORRAINE de NANCY, demeurant à PULNOY
- Madame GAËL Marie-Josée née BERNE, Adjoint principal 1ère classe, MAIRIE de BACCARAT, demeurant à DENEUVRE
- Madame GALVEZ Sylvie née PELLETIER, Infirmière, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à LUNÉVILLE
- Madame GARCIA Joëlle née DURAND, Infirmière diplômée d'Etat de classe normale, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE, demeurant à BLÂMONT
- Monsieur GAUTHIER Gilles, Agent de maîtrise, MAIRIE de NANCY, demeurant à GONDREVILLE
- Madame GENTILINI Evelyne, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à SAINT-MAX
- Madame GEORGEOT Christine née CREFCOEUR, Adjoint administratif hospitalier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame GEORGEOT Francine née PIOT, Attaché territorial, MAIRIE de NANCY, demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Madame GERARD Françoise née MORIZOT, Aide-soignant classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à COURCELLES
- Monsieur GILLIOTTE Denis, Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame GIRARDIN Christine née BARBIER, Sage-femme cadre supérieur, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame GRANDCLAUDE Isabelle née PERIN, Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame GRANDCLAUDE Isabelle née PERIN, Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame GRIS Fabienne née MERCIER, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame GROSCLAUDE Marie-Christine née BATTISTON, Auxiliaire de soins de 1ère classe, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY, demeurant à MONTENOY
- Monsieur GUÉRARD Yves, Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de BACCARAT, demeurant à DENEUVRE
- Monsieur GUNDER Noël, Adjoint technique territorial de 2ème classe des établissements d'enseignement, CONSEIL REGIONAL de METZ, demeurant à ATTON
- Madame GUYOT Nadine née ROBERT, Aide-soignante de classe exceptionnelle, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à RICHARDMÉNIL
- Monsieur HALTER Bernard, Adjoint des cadres hospitaliers de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à REHAINVILLER
- Monsieur HERRBACH Bernard, Adjoint technique principal 2ème classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à CERVILLE
- Monsieur HEUZÉ Christian, Agent de maîtrise principal, MAIRIE de NANCY, demeurant à SEICHAMPS
- Madame HISLEN Françoise née BERTHELOT, Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Monsieur HOPFNER Denis, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur IUNG Serge, Technicien territorial chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à PONT-SAINT-VINCENT
- Madame JACQUEMIN Martine née FISCHER, Ouvrier professionnel, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à FROUARD
- Mademoiselle JEANGÉY Florence, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame JEZEQUEL Eliane née MOREL, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à HUDIVILLER
- Monsieur KARIOUDJA Benoît, Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à ÉCROUVES
- Mademoiselle KAYSER Catherine, Puéricultrice de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame KEIME Catherine, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame KLEIN Michèle née SAX, Aide-soignante de classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE de GERBÉVILLER, demeurant à GERBÉVILLER
- Monsieur KNITTEL Philippe, Infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Madame KORMANN Christine, Aide soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à SEICHAMPS
- Monsieur KOSOWSKI Michel, Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame KOZŁOWSKI Claudine née MARCHAL, Aide-soignante classe supérieure, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à TANTONVILLE

- Madame LALLIER Françoise née MARIEMBERGER, Attaché principal, CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE de VILLERS LÈS NANCY, demeurant à ALLONDRELLE-LA-MALMAISON
- Mademoiselle LAMBERT Marie-Thérèse, Adjoint administratif principal de 1ère classe, CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE de VILLERS LÈS NANCY, demeurant à LONGWY
- Madame LANDRY Ghislaine, Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
- Madame LARGUECHE Marie-Annie née TUAL, Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Monsieur LAROCHE Jean-Jacques, Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à MÉRÉVILLE
- Madame LAVAUX Yolande, Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de METZ, demeurant à PAGNY-SUR-MOSELLE
- Mademoiselle LELCLERC Chantal, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à SAINT-MAX
- Monsieur LEPPOLINI Daniel, Agent de maîtrise, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame LORRAIN Marie-Christine née MOUREAU, ATSEM, MAIRIE de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur LOUIS François, Infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à MAXÉVILLE
- Monsieur LU Kien sanh, Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de VILLERS-LÈS-NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame LUNARDI Dominique née STUNNER, Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à PULNOY
- Madame MAIETTI Danièle née GARZANDAT, Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à SAINT-MAX
- Mademoiselle MARCHAL Marie-Ange, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur MARCHAL Patrick, Agent de maîtrise principal, MAIRIE de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY, demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Mademoiselle MATKOWSKI Odile, Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de JARNY, demeurant à JARNY
- Madame MATAZZI Sylvie née GRANDMOUGIN, Aide-soignante de classe exceptionnelle, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES, demeurant à FRAIMBOIS
- Madame MEPLAUX Martine née BARBIER, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à FLÉVILLE-DEVANT-NANCY
- Monsieur MERKLING Philippe, Infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à NANCY
- Madame MEYER Joëlle née LEGRIN, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à DAMELEVIÈRES
- Monsieur MOITRIER Pascal, Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à HOUEMONT
- Madame MONTROYA Marie-Josée, Directeur d'établissement sanitaire social et médico-social, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES, demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame MORREALE Christine née BONORIS, Puéricultrice cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Mademoiselle MOSCATELLI Christiane, Adjoint d'animation de 2ème classe, MAIRIE de LONGWY, demeurant à LONGWY
- Monsieur MUEL Yves, Contrôleur de travaux en chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à PULNOY
- Monsieur MULLER Patrice, Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de TANTONVILLE, demeurant à TANTONVILLE
- Madame MUNIER Nicole, Aide-soignante de classe supérieure, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES, demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame NADAL Bernadette née BERTHOLET, Maître ouvrier, MAISON DE RETRAITE LOUIS QUINQUET de LONGUYON, demeurant à LONGUYON
- Madame NOEL Jocelyne née VALENTIN, Adjoint technique principal 1ère classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Mademoiselle OURY Marie-Christine, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur PEDERSOLI Didier, Adjoint technique 1ère classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame PERNOT Corinne, Aide-soignante de classe exceptionnelle, HÔPITAL LOCAL INTERCOM. 3 H SANTE de CIREY-SUR-VEZOUZE, demeurant à BLÂMONT
- Monsieur PERRAUD Gérard, Chef de projet, C.H.U. de NANCY, demeurant à HEILLECOURT
- Madame PERRIN Liliane née BOUCHY, Puéricultrice cadre de santé, CONSEIL GENERAL de METZ, demeurant à BRUVILLE
- Monsieur PHILIPPE Pascal, Ingénieur principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame POIREL Véronique née ARTEL, Aide-soignante classe supérieure, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à HOUDREVILLE
- Monsieur POIRSON Daniel, Agent de maîtrise, MAIRIE de NANCY, demeurant à AZELOT
- Madame POIRSON Françoise née FIQUET, Aide-soignante de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à TONNOY
- Madame PONTUS Jocelyne née JOLY, Sage-femme de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOMBLAINE
- Madame PONTUS Jocelyne née JOLY, Sage-femme de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOMBLAINE
- Madame POUPARD Ghislaine née WIEDRICH, Rédacteur territorial, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame PRETTE Francine née ROUSSEL, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à CHALIGNY
- Monsieur PREVOT Eric, Infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur PRIORE Michel, Maître ouvrier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à HEILLECOURT
- Madame PRUNEAU Dominique née OJRZANOWSKI, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame RELTIENNE Catherine née LAUNOIS, Manipulatrice d'électroradiologie, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE, demeurant à REHAINVILLER
- Madame RENOARD Catherine née VIVENOT, Aide-soignant classe supérieure, MAISON DE RETRAITE SAINT CHARLES de VÉZELISE, demeurant à VÉZELISE
- Madame RICHARD Catherine née GLASER, Infirmière psychiatrique classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER de LORQUIN, demeurant à BERTRAMBOIS
- Madame RICHARD Chantal, Auxiliaire puéricultrice de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à BLAINVILLE-SUR-L'EAU
- Madame RICHARDOT Edith, Puéricultrice cadre santé, CONSEIL GENERAL de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur RION Gérard, Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de VILLERUPT, demeurant à VILLERUPT
- Monsieur ROBERT Alain, Agent technique principal 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame ROGUET Odile née CHRISTOPHE, Orthophoniste, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à NANCY
- Madame ROMESTAING Dominique née CHARRETTE, Sage-femme de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à MALZÉVILLE
- Madame ROUILLON Françoise née LETEXIER, Aide-soignante de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à BLÉNOD-LÈS-PONT-À-MOUSSON

- Madame ROUYER Annick née BOULBAR, Adjoint administratif 2ème classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à PONT-À-MOUSSON
- Monsieur SAUNIER Jean-Charles, Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Madame SCARPETTA Isabelle née BRONI, Secrétaire médicale de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOUL
- Madame SCHOLL Béatrice, Adjoint administratif 1ère classe, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à BRIEY
- Madame SERRIER Nadine née MONTI, Secrétaire médicale classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à MOUTIERS
- Madame SIRET Annette née SCHIRA, Aide-soignante de classe exceptionnelle, CAPS de ROSIÈRES-AUX-SALINES, demeurant à ROSIÈRES-AUX-SALINES
- Madame STREITH Eugénie née CAPRON, Agent des services hospitaliers, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à NANCY
- Madame TAVELLA Rachèle, Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à MANCIEULLES
- Madame THEBAUD Marie-Denise née JAROSZ, Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à JARNY
- Monsieur THIEBAUT Jacques, Adjoint technique de 1ère classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à NANCY
- Mademoiselle THIERY Christine, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à DOLCOURT
- Madame TOUSSAINT Isabelle née VEBER, Secrétaire médaille de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à MAIZIÈRES
- Madame TOUSSAINT Line, Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur VALCK Pierre-François, Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à GONDREVILLE
- Monsieur VALDUGA Jean-Luc, Ingénieur en chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à MAXÉVILLE
- Madame VAUTHIER Micheline née KIRBACH, Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Monsieur VIBERT Michel, Adjoint technique principal de 2ème classe, C. DE C. PAYS DU SEL ET VERMOIS de SAINT NICOLAS DE PORT, demeurant à SOMMERVILLER
- Mademoiselle VIGNA Isabelle, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NEUVES-MAISONS
- Madame VILLAUME Suzanne, Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame VITALI Maria née BARBERIO, Aide-soignante classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à SERROUVILLE
- Madame VIVIN Marie-France née LORENZINI, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame WEBER Marie-Noëlle née GEOFFROY, Cadre infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Madame WEXO Colette née LEUILLIER, Secrétaire médicale de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à PULNOY
- Mademoiselle YOEUSLEY Marie-Jeanne, Agent des services hospitaliers, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

## Médaille OR

- Monsieur ANTOINE Jean-Louis, Agent de maîtrise principal, MAIRIE de HERSERANGE, demeurant à HERSERANGE
- Monsieur AUBERT Pierre, Maître ouvrier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à SAINT-MARD
- Madame BACCHETTA Olga, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame BACCUS-VINCENT Monique née VINCENT, Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame BACKERT Geneviève née DISS, Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à MESSEIN
- Madame BASTIEN Odile née REITER, Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à MONT-SUR-MEURTHE
- Mademoiselle BAUDOIN Monique, Adjoint des cadres de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame BERR-URION Marie née URION, Médecin territorial hors classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur BICHET Michel, Adjoint technique principal de 1ère classe, MAIRIE de MESSEIN, demeurant à MESSEIN
- Madame BOSCHET Agnès née SIGRIST, Aide-soignante classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à LANTÉFONTAINE
- Monsieur BOURA Philippe, Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame BOURGEOIS Francine née BOOG, Aide-soignante de classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE, demeurant à EMBERMÉNIL
- Madame BOYAT Evelyne née ARGANT, Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à PULNOY
- Monsieur BRASLERET Patrick, Maître ouvrier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à GONDREVILLE
- Madame CADET Nadine née CADET, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Monsieur CALISKAN Ylias, Adjoint technique 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame CALLA Chantal née MOULLIOT, 54520, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à LAXOU
- Madame CARRARO Patricia née SILVA, Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de VILLERUPT, demeurant à VILLERUPT
- Madame CASONI Annick née PETIT, Rédacteur chef, MAIRIE de LONGWY, demeurant à VILLERUPT
- Madame CASUCCI Muriel née ROSSION, Adjoint administratif hospitalier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à HEILLECOURT
- Madame CHANET Patricia née MOCELLIN, Infirmière cadre supérieur de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Madame CHANRION Marie-Claire née BURET, Assistante maternelle, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de LAXOU, demeurant à MAXÉVILLE
- Madame CHERRIERE Evelyne née BARBE, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à PULNOY
- Monsieur CHESINI Mario, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame CHHEANG Soc Hieng, Aide de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame CLAUDON Jeanne, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame CLAUSSE Jocelyne née LAURENT, Adjoint technique 2ème classe, MAIRIE de HERSERANGE, demeurant à HERSERANGE
- Madame CORDIER Christine née GALLAIT, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NEUVES-MAISONS
- Madame D'AQUIN Anne-Marie née LAROSE, Adjoint administratif hospitalier principal de 2ème classe, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOUL
- Madame DALMARD Danielle née LEPAGE, Manipulateur radiologie classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à BRIEY
- Madame DE REBEIS Marie, Infirmier cadre, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à TRAMONT-ÉMY

- Madame DELABORDE Michèle née RICHARDIN, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur DEMANGE Etienne, Adjoint technique de 2ème classe, MAIRIE de NANCY, demeurant à MALZÉVILLE
- Monsieur DENIS Hervé, Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY, demeurant à LAXOU
- Mademoiselle DESCHAMPS Maryse, Rédacteur chef, MAIRIE de MALZÉVILLE, demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Monsieur DETRIVIERE Joseph, Adjoint technique principal de 2ème classe, MAIRIE de BRIEY, demeurant à BRIEY
- Monsieur DEWITTE Alain, Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à CHAVIGNY
- Mademoiselle DEZON Bernadette, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à SAINT-MAX
- Madame DUPUY Emilienne née JACQUOT, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur FORNER Jacques, Analyste programmeur, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à MALZÉVILLE
- Madame FORTI Micheline, Aide-soignante, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame FOUQUET Evelyne née STAUB, Adjoint administratif de 2ème classe, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à HOUEMONT
- Madame FOURNIER Corinne, Adjoint administratif 2ème classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à DOMMARTEMONT
- Madame FOURTIER Béatrice née COLLAS, Adjoint administratif hospitalier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame GARNICHE Juliette, Educateur territorial chef jeunes enfants, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame GAUDY Monique, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Mademoiselle GELER Monique, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame GERRET GOBEL Michèle née GERRIER, Adjoint des cadres de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à RICHARDMÉNIL
- Madame GIGLEUX Dominique née MÉRIENNE, Puéricultrice cadre de santé, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à LOISY
- Monsieur GILEWICZ Maurice, Contrôleur, MAIRIE de NANCY, demeurant à LANEUEVILLE-DEVANT-NANCY
- Madame GODIN Marie née CONSTANCE, Aide-soignante de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOMBLAINE
- Madame GOYAT Chantal née MASSONNET, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à TOUL
- Mademoiselle GRANDJEAN Catherine, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur GRANGER Joël, Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à LAXOU
- Madame GROSDÉMANGE Maryline, Technicien de laboratoire de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur GROSSE Jean-Luc, Préparateur en pharmacie cadre, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Monsieur GUSTIN Marc, Aide de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à ESSEY-LÈS-NANCY
- Madame HARMAND Joëlle née PEIFFER, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à SEXEY-AUX-FORGES
- Monsieur HEINRICH Jean-Claude, Technicien territorial chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Mademoiselle HEYMANN Geneviève, Adjoint administratif hospitalier principal 2ème classe, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Mademoiselle HEYMANN Geneviève, Adjoint administratif hospitalier principal 2ème classe, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur HORVAT Jean-Claude, Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de HERSERANGE, demeurant à HERSERANGE
- Monsieur JACQUEL Marie-Christine, Adjoint administratif principal de 1ère classe, MAIRIE de BACCARAT, demeurant à CHENEVIÈRES
- Mademoiselle JACQUEMIN Marie-Agnès, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur JACQUET Jean-Claude, Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à DOMBASLE-SUR-MEURTHE
- Madame JANNOT Monique née BELLO, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame JASEY Nicole, Aide-soignante, C.H.U. de NANCY, demeurant à SEICHAMPS
- Madame JEANDEL Martine née FLORENTIN, Rédacteur chef, CONSEIL GENERAL de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame JUNG Nadine née D'ALESSANDRO, Aide-soignante classe exceptionnelle, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à VALLEROY
- Monsieur KEMPF Joël, Contrôleur territorial de travaux en chef, CNFPT de PARIS, demeurant à MALZÉVILLE
- Madame LAMBOTTE Christine née RIZIC, Infirmière psychiatrique classe supérieure, CENTRE HOSPITALIER de LORQUIN, demeurant à BLÂMONT
- Monsieur LATAILLE Patrick, Agent de maîtrise principal, MAIRIE de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Madame LAURENT Jocelyne, Secrétaire de mairie, MAIRIE de BOUXIÈRES-AUX-CHÊNES, demeurant à NANCY
- Monsieur LEIBENGUTH Gilles, Maître ouvrier, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à TRIEUX
- Monsieur LEISNER Jean-Pierre, Adjoint technique principal 1ère classe, MAIRIE de JARNY, demeurant à JARNY
- Madame MAGI Marie-Christine née THOUVENOT, Adjoint administratif 1ère classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à SAULXURES-LÈS-NANCY
- Madame MANDIC Sylviane née DEMMER, Adjoint des cadres classe normale, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à TRIEUX
- Madame MANSARD Chantal née NICLOUX, Aide-soignante de classe exceptionnelle, MAISON DE RETRAITE LOUIS QUINQUET de LONGUYON, demeurant à LONGUYON
- Monsieur MARCHAL Jacques, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à VARANGÉVILLE
- Monsieur MARTIN Christian, Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY, demeurant à HEILLECOURT
- Madame MATHIEU Albertine, Adjoint technique de 2ème classe, C. DE C. DU TOULOIS de ÉCROUVES, demeurant à TOUL
- Monsieur MAURY Patrick, Aide-soignant brancardier de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à PULNOY
- Mademoiselle MEGRET Ghislaine, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à SAINT-NICOLAS-DE-PORT
- Monsieur METIH Ahmed, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur MICHELET Guy, Agent chef 2ème catégorie, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à CONFLANS-EN-JARNISY
- Monsieur MOINY Dominique, Ingénieur, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Madame MULLER Marie-Josèphe née WAGNER, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à LIVERDUN
- Mademoiselle NICOLETTI Régine, ATSEM, MAIRIE de JARNY, demeurant à JARNY
- Mademoiselle NOCUS Francine, Maître ouvrier principal, C.H.U. de NANCY, demeurant à NEUVES-MAISONS
- Madame NOËL Martine née GELLER, Adjoint administratif 1ère classe, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY
- Mademoiselle PAQUIN Marie-Ange, Rédacteur territorial, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

- Madame PEIGNIER Françoise, Adjoint administratif principal 2ème classe, MAIRIE de METZ, demeurant à VOINÉMONT
- Madame PELTRE Elise, Adjoint administratif hospitalier principal de 1ère classe, C.H.U. de NANCY, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Monsieur PEREIRA Avelino, Infirmier, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à BOUXIÈRES-AUX-DAMES
- Madame PEREIRA Isabelle née FOLIOT, Sage-femme de classe supérieure, MATERNITE REGIONALE de NANCY, demeurant à FROUARD
- Monsieur PERNY Lionel, Agent de maîtrise principal, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Mademoiselle PETIT-ETIENNE Dominique, ATSEM principal de 2ème classe, MAIRIE de BRIEY, demeurant à BRIEY
- Monsieur PHULPIN Daniel, Manipulateur d'électroradiologie cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à COURBESSEAU
- Madame PIERRE Martine, Auxiliaire de puériculture principal 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur PIERRET Patrick, Aide-soignant de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à HUDIVILLER
- Monsieur RAUGER Dominique, Ingénieur principal, MAIRIE de NANCY, demeurant à POMPEY
- Madame REMY Dominique née BONNOT, Agent des services hospitaliers qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à GONDREVILLE
- Monsieur RENAULD Jean-Paul, Aide-soignante, C. PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY de LAXOU, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur ROBERT Jean Frédéric, Adjoint administratif 1ère classe titulaire, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à BRIEY
- Monsieur ROMÉ Philippe, Technicien supérieur territorial, MAIRIE de NANCY, demeurant à LAXOU
- Monsieur ROUSSET Robert, Agent technique, MAIRIE de NANCY, demeurant à LAY-SAINT-CHRISTOPHE
- Madame RUSZALA Nadine née ANCEL (A titre posthume), Secrétaire médicale, CENTRE HOSPITALIER F. MAILLOT de BRIEY, demeurant à BRIEY
- Madame SAHRAOUI Haira, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à HEILLECOURT
- Madame SANSON Françoise née MICHELET, Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe, MAIRIE de LONGLAVILLE, demeurant à LONGLAVILLE
- Madame SARRAZIN Colette née PICARD, Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame SAUVAL Reine née THOMAS, Adjoint administratif principal 1ère classe, MAIRIE de HEILLECOURT, demeurant à HEILLECOURT
- Monsieur SCHAEFFER Philippe, Adjoint des cadres de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à SAINT-MAX
- Madame SENARD Jocelyne née LAURENT, Agent social de 1ère classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à SAINT-MAX
- Madame SIEGEL Monique, Infirmière diplômée d'Etat, CENTRE HOSPITALIER de LUNÉVILLE, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur SIMKO Michel, Agent de maîtrise, C.H.U. de NANCY, demeurant à HEILLECOURT
- Madame SIRAKIAN Martine née LEBERT, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à DOMMARTIN-LÈS-TOUL
- Madame STELLA Annie, Aide-soignante de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Madame STREIFF Brigitte, Infirmière diplômée d'Etat de classe supérieure, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame TARNUS Brigitte, Adjoint d'animation 2ème classe, MAIRIE de LONGWY, demeurant à LONGWY
- Monsieur TERZETTI Hervé, Contrôleur de travaux territorial, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à NEUVES-MAISONS
- Madame THEVENOT Martine née HENRI, Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à MÉRÉVILLE
- Mademoiselle THOMAS Agnès, Technicien de laboratoire de classe normale, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Madame TOULY Elisabeth née MARCHAND, Secrétaire médicale de classe exceptionnelle, C.H.U. de NANCY, demeurant à LUDRES
- Madame TOUSSAINT Chantal née GRANDIDIER, Auxiliaire puéricultrice principale 2ème classe, CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE de NANCY, demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Monsieur URWALD Gérard, Agent de maîtrise principal, MAIRIE de VANDOEUVRE-LÈS-NANCY, demeurant à JARVILLE-LA-MALGRANGE
- Monsieur VASSEUR Jean-Pierre, Agent d'entretien qualifié, C.H.U. de NANCY, demeurant à NANCY
- Monsieur VAUTRIN Gilles, Agent de maîtrise principal, MAIRIE de JARVILLE-LA-MALGRANGE, demeurant à LUPCOURT
- Monsieur VAUTRIN Pascal, Technicien territorial chef, COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND NANCY de NANCY, demeurant à SAINT-MAX
- Mademoiselle VILLEMIN Annette, Infirmière cadre de santé, C.H.U. de NANCY, demeurant à VILLERS-LÈS-NANCY
- Monsieur VOLODIMER Gérard, Ingénieur hospitalier principal, C.H.U. de NANCY, demeurant à CHAMPIGNEULLES
- Madame VOLODIMER Serge née BOCQUILLON, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à GONDREVILLE
- Monsieur YSERD Serge, Maître ouvrier, C.H.U. de NANCY, demeurant à GONDREVILLE

Article 3 : Monsieur le secrétaire général et Monsieur le directeur de cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juin 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

#### **Extrait de l'arrêté du 1er juillet 2010 portant attribution de la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles - Promotion du 14 juillet 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Article 1er : Au titre de l'année 2010, la médaille de la mutualité, de la coopération et du crédit agricoles est décernée aux personnes dont les noms suivent :

#### **Médaille de BRONZE**

- M. Vincent CHERY
- M. Olivier DELIZE
- Mme Myriam NEDELLEC

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 1er juillet 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

#### **Extrait de l'arrêté du 2 juillet 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### **ARRETE**

Article 1er : La médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée au :

- Sergent Thierry AUBERT, sapeur-pompier professionnel
- Caporal Sébastien MATHIEU, sapeur-pompier volontaire

Le 6 mai 2010, MM. Thierry AUBERT et Sébastien MATHIEU n'ont pas hésité à se jeter à l'eau afin d'extraire deux personnes prisonnières dans leur voiture. Ils ont dû faire face à des éléments particulièrement hostiles ; ils ont bravé le froid (10°) et l'opacité de l'eau ainsi que le courant et pris des risques considérables au cours de cette intervention, n'hésitant pas à mettre leur propre vie en péril.

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 2 juillet 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

**Extrait de l'arrêté modificatif du 8 juillet 2010 portant attribution de la médaille de bronze de la jeunesse et des sports - Promotion du 14 juillet 2010**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1er : L'arrêté de la promotion du 14 juillet 2010 est modifié comme suit :

page 2

Suppression de : M. Christian OLDRINI et Mme Michelle CLOAREC

Ajout de : M. Alain DESMET et M. Pierre GOURE.

- Monsieur CAMELLA Charles, 114 rue du Commerce - 54240 JOEUF
- Monsieur SAIDJ Akil, 4 rue des Vosges - 54400 LONGWY
- Monsieur PIECHOCKI Serge, 35 rue Henri Barbusse - 54310 HOMECOURT
- Monsieur HAININ Alain, 2 rue Mine du Paradis - 54580 MOINEVILLE
- Monsieur WUSARCZUK Richard, 33 rue A. Thomas, immeuble Verlaine - 54400 LONGWY
- Monsieur LEPEZEL Georges, 79 rue de Liège - 54350 MONT-SAINT-MARTIN
- Monsieur FAIVRE Robert, 2 b avenue du Luxembourg - 54810 LONGLAVILLE
- Madame BELOTTI Mireille, 14 rue Jean Jaurès - 54400 LONGWY
- Monsieur BAYARD Christian, 13 rue de Mouilbeau - 54260 LONGUYON
- Monsieur GOURE Pierre, 6 avenue A. Malraux - 54400 LONGWY
- Monsieur LOMBARD Christian, 4 rue de l'Espérance - 54580 MOINEVILLE
- Monsieur GOMES Gilbert, 36 rue de l'Hôtel de Ville - 54400 LONGWY
- Monsieur VALENTINI Claude, 11 rue du Maréchal Lyautey - 54580 ERROUVILLE
- Monsieur GASCHT Denis, 12 ter avenue A. de Briey - 54150 BRIEY
- Monsieur NOEL Roland, 3 chemin du Cheval Blanc, parc de Boufflers - 54000 NANCY
- Madame TONDEUR Maryse, 259 rue Salvador Allende - 54230 NEUVES-MAISONS
- Monsieur BETSCHER Roger, 3 place de la Libération - 54670 CUSTINES
- Monsieur ROBIN Gérard, 35 rue du Parc - 54510 TOMBLAINE
- Monsieur MANSUY Philippe, 9 avenue Forêt de Haye - 54500 VANDOEUVRE
- Monsieur RAGOT Gilles, 13 bis rue de Houdemont - 54500 VANDOEUVRE
- Monsieur Alain DESMET, 69 avenue de la Libération - 54000 NANCY
- Monsieur ANDRE Pascal, 1 rue du Maréchal Foch - 54300 LUNEVILLE
- Madame VIGNERON Monique, 21 rue Donatien Haxaire - 54120 BERTRICHAMPS
- Monsieur VOGEL Pierre, 20 rue Aristide Briand - 54520 LAXOU

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté modificatif qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée à madame la ministre de la Santé et des Sports.

Nancy, le 8 juillet 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

**Extrait de l'arrêté du 15 juillet 2010 conférant l'honorariat à Monsieur Jean-Marie HOSTERT, ancien maire de la commune de CIREY-sur-VEZOUZE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Monsieur Jean-Marie HOSTERT, ancien maire de la commune de Cirey-sur-Vezouze est nommé maire honoraire.

Article 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à Monsieur Jean-Marie HOSTERT et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 15 juillet 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

**DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES**

*Bureau des réglementations*

**Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2010 approuvant le cahier des charges des dépanneurs sur autoroutes non concédées et voies express du département de la Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu le cahier des charges du 16 mars 2004 relatif aux opérations de dépannage et d'évacuation des véhicules sur le réseau des autoroutes et voies assimilées de la Meurthe-et-Moselle par des dépanneurs agréés ;

Considérant que pour procéder à la mise en concurrence des secteurs d'activités, il y a donc lieu de procéder à la mise à jour du cahier des charges relatif opérations de dépannage et d'évacuation des véhicules légers (V.L) et poids lourds (P.L) sur le réseau des autoroutes et voies assimilées de la Meurthe-et-Moselle ;

Considérant que les agréments de dépannage et d'évacuation des véhicules V.L et P.L arriveront à échéance le 31 décembre 2010, qu'il y a donc lieu de lancer une publicité de mise en concurrence des secteurs d'activités de dépannage et d'évacuation des véhicules légers et poids lourds sur le réseau des autoroutes et voies assimilées de la Meurthe-et-Moselle ;

**AR R E T E**

Article 1er : Le cahier des charges relatif au dépannage des véhicules légers et des poids lourds sur autoroutes non concédées et voies express du département de la Meurthe-et-Moselle, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Article 2 : Ce cahier des charges, qui sera joint au dossier remis aux candidats dans le cadre de la mise en place de la délégation de service public, s'appliquera aux opérations de dépannage à compter du 1er janvier 2011.

Article 3 : Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Article 4 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur interdépartemental des routes de l'Est, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale de la protection des populations, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant de la compagnie de sécurité autoroutière de Lorraine-Alsace, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à M. le président du Conseil National des Professions de l'Automobile, secteur de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 juillet 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La sous-préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LIVERDUN - Dossier n° 2008/3623**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CM CIC SERVICES 8 Rue de la Gare 54460 LIVERDUN présentée par le chargé de sécurité ;

**AR R E T E**

Article 1er – Le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3623**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- Les informations générales et finalités du système de vidéosurveillance
- Le nombre de caméras
- La durée de conservation des images
- Les personnes habilitées à accéder aux images
- Les mesures de sécurité et de confidentialité
- Les modalités d'information du public
- Le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 20 juin 1997 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à LUDRES - Dossier n° 2008/3628**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CM CIC SERVICES Centre commercial Chaudeau 54710 LUDRES présentée par le chargé de sécurité ;

**AR R E T E**

Article 1er – Le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3628**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié le 8 février 2010.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant ;
- Les informations générales et finalités du système de vidéosurveillance ;
- Le nombre de caméras ;
- La durée de conservation des images ;
- Les personnes habilitées à accéder aux images ;
- Le traitement des images
- La sécurité et la confidentialité
- Les modalités d'information du public ;
- Le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 20 juillet 1997 modifié le 8 février 2010 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MALZEVILLE - Dossier n° 2008/3630**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CM CIC SERVICES 2 - 4 Rue de l'Orme 54220 MALZEVILLE présentée par le chargé de sécurité ;

**AR R E T E**

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3630**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.



Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- Les informations générales et finalités du système de vidéosurveillance
- Le nombre de caméras
- La durée de conservation des images
- La sécurité et la confidentialité (mesures adoptées)
- Les modalités d'information du public
- Le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 20 juin 1997 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3634**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CM CIC SERVICES 13 Bd Joffre 54000 NANCY présentée par le chargé de sécurité ;

**A R R E T E**

Article 1er – le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3634**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant ;
- Les informations générales et finalités du système de vidéosurveillance ;
- Le nombre de caméras ;
- La durée de conservation des images ;
- Les personnes habilitées à accéder aux images ;
- La sécurité et la confidentialité
- Les modalités d'information du public ;
- Le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 20 juin 1997 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3635**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CM CIC SERVICES 13- 15 rue Saint Nicolas 54005 NANCY présentée par le chargé de sécurité ;

**A R R E T E**

Article 1er – Le CM CIC SERVICES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3635**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié le 8 février 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- Le nombre de caméras
- Les personnes habilitées à accéder aux images
- Le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès aux images

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 20 juin 1997 modifié le 8 février 2010 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3638**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CM CIC SERVICES 88 Rue de Laxou 54000 NANCY présentée par le chargé de sécurité ;

**A R R E T E**

Article 1er – Le CM CIC SERVICES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3638**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 janvier 1997 modifié le 9 juillet 2006.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- l'identité du déclarant
- les personnes habilitées à accéder aux images
- le traitement des images
- le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 20 janvier 1997 modifié le 9 juillet 2006 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2008/3649**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CM CIC SERVICES Centre commercial "les Nations" BP 26 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par le chargé de sécurité ;

**ARRETE**

Article 1er – Le CM CIC SERVICES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/3649.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- Le nombre de caméras
- Les personnes habilitées à accéder aux images
- Le traitement des images
- Les mesures adoptées pour la sécurité et la confidentialité
- Le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 20 juin 1997 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie AMPERE 57070 METZ. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à DOMBASLE SUR MEURTHE - Dossier n° 2008/3941**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 51 Rue Gabriel Péri 54110 DOMBASLE SUR MEURTHE, présentée par le responsable sûreté sécurité territorial ;

**ARRETE**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/3941.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à ESSEY LES NANCY - Dossier n° 2008/3942**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 29 Avenue Foch 54270 ESSEY LES NANCY, présentée par le responsable sûreté sécurité territorial ;

**ARRETE**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/3942.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à JARNY - Dossier n° 2008/3943

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 33 Avenue Jean Jaurès 54800 JARNY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

#### AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3943**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON au maire de la commune et au sous-préfet de Briey.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LAXOU - Dossier n° 2008/3944

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 6 Rue Aristide Briand 54520 LAXOU, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

#### AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3944**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGWY - Dossier n° 2008/3945**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 13 Rue Carnot 54400 LONGWY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3945**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial, 3 rue Devosge 21000 DIJON au maire de la commune et au sous-préfet de Briey.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LONGWY - Dossier n° 2008/3946**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 15 Rue de Mercy 54400 LONGWY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3946**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial, 3 rue Devosge 21000 DIJON au maire de la commune et au sous-préfet de Briey.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE - Dossier n° 2008/3947**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 12 Place Léopold 54300 LUNEVILLE, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 modifié le 15 février 2005 au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3947**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'à responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON au maire de la commune et au sous-préfet de Lunéville.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/3948**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 10 Place Stanislas 54000 NANCY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/3948**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4110**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 30 Avenue de Lattre de Tassigny 54000 NANCY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4110**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4111**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 4 Place Paul Painlevé 54000 NANCY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4111**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée. Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4112

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 51 Rue de Metz 54000 NANCY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

#### ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 modifié le 15 février 2005 au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/4112.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée. Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable, sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NEUVES MAISONS - Dossier n° 2008/4114

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 1 Rue Roger Salengro 54230 NEUVES MAISONS, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

#### ARRETE

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/4114.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée. Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à POMPEY - Dossier n° 2008/4115**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 35 Rue du Général de Gaulle 54340 POMPEY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4115**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON sécurité territorial et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à PONT A MOUSSON - Dossier n° 2008/4116**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 20 Rue Victor Hugo 54700 PONT A MOUSSON, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 modifié le 15 février 2005 au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4116**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à TOUL - Dossier n° 2008/4117**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 21 Place des Trois Evêchés 54200 TOUL, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**AR R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2008/4117**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON au maire de la commune et au sous-préfet de TOUL.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2008/4118**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 166 Avenue du général Leclerc 54500 VANDOEUVRE LES NANCY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**ARRETE**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 modifié le 28 janvier 2010, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/4118.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable, sûreté territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2008/4119**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS Centre commercial "les Nations" BD de l'Europe 54500 VANDOEUVRE LES NANCY, présentée par le référent sûreté, sécurité territorial ;

**ARRETE**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/4119.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2008/4227**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé 3 rue Crampel 54000 NANCY présentée par M. Fabrice DESHAYES représentant la SAS EXHOTEL (IBIS Centre Gare) ;

**ARRETE**

Article 1er – M. Fabrice DESHAYES est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 2008/4227.



Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 30 juin 2003 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur le mode d'enregistrement des images.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 30 juin 2003 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Fabrice DESHAYES - 3 rue Crampel 54000 NANCY, ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à MONT SAINT MARTIN - Dossier n° 2008/4667**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé centre commercial Auchan 54350 MONT SAINT MARTIN présentée par M Thierry GANIOLE représentant la SARL PARA –DISS (MAC DONALD'S);

Considérant l'avis défavorable pour les caméras 2 à 5 qui visionnent la salle de restauration et la vie privée des consommateurs dans une partie des lieux de l'établissement qui ne s'avèrent pas, en l'état, particulièrement exposés à des risques d'agressions ou de vols, des exemples de plaintes n'étant pas répertoriés dans la demande pour cette partie de l'établissement ;

**A R R E T E**

Article 1er – Pour les autres caméras, M Thierry GANIOLE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2008/4667**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant de l'établissement.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques

Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques

Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative

11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à M. Thierry GANIOLE - centre commercial Auchan 54350 MONT SAINT MARTIN, ainsi qu'au Maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2009/0006**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Cabinet médical 9 square de Liège, tour Montet Octroi 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par Madame Emmanuelle CENDAN ;

**ARRETE**

Article 1er – Madame Emmanuelle CENDAN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2009/0006**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du docteur Philippe JOSSET.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 1 jour.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Emmanuelle CENDAN, 9 square de Liège, tour Montet Octroi 54500 VANDOEUVRE les NANCY. et dont une copie sera transmise au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 22 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à MONT-SAINT-MARTIN - Dossier n° 2010/0015**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 1 boulevard de l'Europe - 54350 MONT-SAINT-MARTIN présentée par Madame Edwige DRUSZKWSKI ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2010 d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à l'adresse indiquée ci-dessus ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier l'adresse du lieu d'implantation du système de vidéosurveillance ;

**ARRETE**

Article 1er – La commune du lieu d'implantation du système de vidéosurveillance accordé par arrêté préfectoral du 23 juin 2010 est MONT-SAINT-MARTIN, au lieu de MONT-sur-MEURTHE.

Article 2 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Edwige DRUSZKWSKI, 81 route de Thionville 57000 METZ. et dont une copie sera transmise au maire de la commune et au sous-préfet de BRIEY ;

Nancy, le 22 juillet 2010

Pour le préfet,  
Le chef du bureau des réglementations,  
Jean-Pierre DEVIDET

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0072**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CM CIC SERVICES 21 rue de la Citadelle 54015 NANCY présentée par le chargé de sécurité ;

**ARRETE**

Article 1er – Le chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0072**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 modifié le 9 juin 2006 ,

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant ;
- Les informations générales et finalités du système de vidéosurveillance ;
- Le nombre de caméras ;
- La durée de conservation des images ;
- Les personnes habilitées à accéder aux images ;
- La sécurité et la confidentialité
- Les modalités d'information du public ;
- Le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 20 juin 1997 modifié le 9 juin 2006 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à JARNY - Dossier n° 2010/0074

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CM CIC SERVICES 21 rue Gambetta 54802 JARNY présentée par le chargé de sécurité ;

#### AR R E T E

Article 1er – Le Chargé de sécurité est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0074**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 20 juin 1997 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur :

- L'identité du déclarant
- Les informations générales et finalités du système de vidéosurveillance
- Le nombre de caméras
- La durée de conservation des images
- Les personnes habilitées à accéder aux images
- Les mesures de sécurité et de confidentialité
- Les modalités d'information du public
- Le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté 20 juin 1997 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au chargé de sécurité 5 rue André Marie Ampère 57070 METZ. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0086

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 7 bis rue Saint-Georges 54000 NANCY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

#### AR R E T E

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 26 janvier 1998 modifié le 15 février 2005 au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0086**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant renouvellement d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0096**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de renouvellement d'un système de vidéosurveillance autorisé situé CREDIT LYONNAIS 5 bis rue St Léon 54000 NANCY, présentée par le responsable sûreté, sécurité territorial ;

**A R R E T E**

Article 1er – L'autorisation précédemment accordée, par arrêté préfectoral du 02 novembre 2004, au CREDIT LYONNAIS est reconduite, pour une durée de cinq ans renouvelable, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0096**.

Article 2 – Les dispositions prévues par le précédent arrêté demeurent applicables.

Article 3 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 4 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 5 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 6 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 7 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé ainsi qu'au responsable sûreté, sécurité territorial 3 rue Devosge 21000 DIJON et au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0117**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Parfumerie Marionnaud Centre Commercial Saint-Sébastien 54000 NANCY présentée par Monsieur GAETANO PEZZA ;

**A R R E T E**

Article 1er – Monsieur GAETANO PEZZA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0117**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur de la sécurité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur GAETANO PEZZA, centre commercial Saint-Sébastien 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0118**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie des Jardins d'Eau - 2 boulevard de la Mothe 54000 NANCY présentée par Madame Stéphanie HENCKE ;

**ARRETE**

Article 1er – Madame Stéphanie HENCKE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0118**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Autres (surveillance car détention de produits stupéfiants).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 14 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Stéphanie HENCKE, 2 boulevard de la Mothe 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE - Dossier n° 2010/0124**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Bijouterie SCHWARTZ 22-24 rue Banaudon 54300 LUNEVILLE présentée par Monsieur François SCHWARTZ ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur François SCHWARTZ est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0124**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du bijoutier.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des

images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur François SCHWARTZ, 22-24 rue Banaudon 54300 LUNEVILLE. et dont une copie sera transmise au maire de la commune et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VANDOEUVRE LES NANCY - Dossier n° 2010/0128**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé au magasin LIDL avenue Aristide Briand 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par Monsieur Emmanuel SOLOFRIZZO ;

**ARRETE**

Article 1er – Monsieur Emmanuel SOLOFRIZZO est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0128**.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 17 février 2010 susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté du 17 février 2010 demeure applicable.

Article 4 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Emmanuel SOLOFRIZZO ZIA DE GONDREVILLE FONTENOY 54840 GONDREVILLE. ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

**Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à CONFLANS EN JARNISY - Dossier n° 2010/0172**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé RN 3 ZI DU VAL DE L'ORNE 54800 CONFLANS EN JARNISY présentée par Monsieur Frédéric GENIN représentant la EURL VAYA (Mac Donald's) ;

Considérant l'avis défavorable pour les caméras N° 3 et 4 ;

**ARRETE**

Article 1er – Pour les autres caméras (N° 5, 6 et 7), Monsieur Frédéric GENIN est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0172**, sous réserve que les caméras N°1 et 2 ne visualisent pas la salle mais uniquement la caisse et le comptoir.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.

- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques

Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques

Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative

11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé et qui sera notifié à Monsieur Frédéric GENIN RN 3 ZI DU VAL DE L'ORNE 54800 CONFLANS EN JARNISY ainsi qu'au maire de la commune et au sous-préfet de BRIEY.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,

La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

---

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHAMPIGNEULLES - Dossier n° 2010/0378

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé "pharmacie des arcades" rue de Frouard 54250 CHAMPIGNEULLES présentée par Monsieur Alain MOREAU ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur Alain MOREAU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0378**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du pharmacien titulaire.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Alain MOREAU, rue de Frouard 54250 CHAMPIGNEULLES. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à BAYON - Dossier n° 2010/0379

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé rue de la Moselle 54290 BAYON présentée par Monsieur Claude TSCHANNEN, gérant du garage;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur Claude TSCHANNEN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0379**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Claude TSCHANNEN, rue de la Moselle 54290 BAYON. et dont une copie sera transmise au maire de la commune et au sous-préfet.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à FROUARD - Dossier n° 2010/0380

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé magasin CASA ZAC Saule Gaillard Bâtiment 9 54390 FROUARD présentée par Monsieur William RICHARD ;

#### ARRETE

Article 1er – Monsieur William RICHARD est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0380**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.



- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur des travaux.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur William RICHARD, 32 rue de Cambrai 75927 PARIS. et dont une copie sera transmise au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

#### Extrait de l'arrêté du 20 juillet 2010 portant autorisation partielle d'un système de vidéosurveillance à NANCY - Dossier n° 2010/0384

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 8 rue Raymond POINCARE 54000 NANCY présentée par Madame Marie-Louise LAMBERT représentant la SARL FLORE ;

Considérant que deux caméras visionnent les salles polyvalentes de restauration ou de fêtes et qu'il n'est pas établi que ces lieux sont particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol ;

#### ARRETE

Article 1er – Pour les autres caméras, Madame Marie-Louise LAMBERT est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0384**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Fabien WENGER, actionnaire.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Dans les deux mois à compter de la notification de la présente décision à l'intéressé ou de sa publication au document précité les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux adressé au service désigné sous le présent timbre.
- un recours hiérarchique adressé à :

M le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Publiques  
Direction des Libertés Publique et des Affaires Juridiques  
Sous Direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative  
11, rue des Saussaies – 75800 Paris cedex 08.

- un recours contentieux adressé au tribunal administratif.

Article 11 – L'installation d'un système de vidéosurveillance sans autorisation est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende sans préjudice des dispositions des articles 226-1 du code pénal et L.120-2, L.121-8 et L.432-2-1 du code du travail.

Article 12 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 13 – Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire leur sera adressé, et qui sera notifié à Mme Marie-Louise LAMBERT 14 rue Georges CHEPFER 54600 VILLERS LES NANCY ainsi qu'au maire de la commune.

Nancy, le 20 juillet 2010

Pour le préfet,  
La directrice des libertés publiques,  
Antoinette AUDIA

### DIRECTION DE L'ACTION LOCALE *Bureau des procédures environnementales*

#### Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2010 relatif à la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de la déviation de la canalisation de gaz LAIX-HERSERANGE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande du 23 décembre 2009 par laquelle GRTgaz a sollicité, auprès de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle, la déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement de déviation de la canalisation LAIX-HERSERANGE ;

#### A R R E T E

Article 1er – Sont déclarés d'utilité publique, en vue de l'établissement de servitudes, les travaux d'établissement de la déviation de la canalisation LAIX-HERSERANGE, sur le territoire des communes d'HAUCOURT-MOULAINNE et de MEXY.

Article 2 – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies d'HAUCOURT-MOULAINNE et de MEXY. Il fait également l'objet d'un avis dans deux journaux régionaux.

Article 3 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de BRIEY, les maires d'HAUCOURT-MOULAINNE et de MEXY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à M. le directeur de GRTgaz et qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication,
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Nancy, le 21 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
La sous-préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

#### Extrait de l'arrêté du 21 juillet 2010 autorisant GRTgaz à construire et à exploiter la déviation de la canalisation LAIX-HERSERANGE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la demande du 23 décembre 2009 par laquelle la société GRTgaz sollicite l'autorisation de transport de gaz naturel pour la construction et l'exploitation de cette canalisation, et la déclaration d'utilité publique en vue de l'établissement des servitudes

Vu l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 déclarant d'utilité publique en vue de l'établissement des servitudes les travaux à exécuter pour la déviation de la canalisation de transport de gaz naturel LAIX-HERSERANGE ;

#### A R R E T E

Article 1er – Sont autorisées la construction et l'exploitation par GRTgaz d'ouvrages de transport de gaz naturel par canalisation établi conformément au tracé figurant au plan n° 54-A439-CGT du 10 avril 2009, ainsi qu'aux décrets susvisés. A charge à l'exploitant de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les canalisations de transport de gaz.

Article 2 – L'autorisation concerne les ouvrages de transport de gaz décrits ci-après :

DESIGNATION DES OUVRAGES	LONGUEUR approximative (kilomètres)	PRESSIION maximale de service (bar)	DIAMETRE NOMINAL	OBSERVATIONS
Canalisation	0,160	67,7	200	Tronçon acier

La présente autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation des ouvrages mentionnés au présent article.

Article 3 – L'ouvrage autorisé est construit sur le territoire des communes d'HAUCOURT MOULAINNE et de MEXY.

Article 4 – La construction des ouvrages autorisés devra être entreprise dans un délai de deux ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 5 – La mise en service des ouvrages devra se faire conformément aux dispositions de l'article 32 du décret du 15 octobre 1985 modifié susvisé.

Article 6 – La présente autorisation est accordée à GRTgaz aux clauses et conditions du cahier des charges annexé à l'autorisation ministérielle accordée par arrêté du 4 juin 2004 et établi conformément au cahier des charges type approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé.

Article 7 – Le gaz combustible autorisé est livré par les fournisseurs de gaz autorisés aux points d'entrée des réseaux objets de la présente autorisation de transport de gaz.

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1, 013 bar est compris entre :

- 9,3 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à bas pouvoir calorifique ;
- 10,5 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. En cas de circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, la limite inférieure pourra être abaissée à 9,3 kWh.

La composition du gaz transporté sera telle qu'il ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations concernées par la présente autorisation.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant pour eux de cette mesure.

Article 8 – La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie en cas de non respect des obligations prévues au cahier des charges type tel qu'approuvé par le décret du 15 janvier 1952 susvisé ou de manquement aux obligations de service public des opérateurs de réseaux de transport de gaz définies par le décret du 19 mars 2004 susvisé.

Article 9 – La présente autorisation est incessible et nominative. En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par décision du ministre chargé de l'énergie.

Article 10 – Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et affiché dans les mairies d'HAUCOURT MOULAIN et de MEXY.

Article 11 – Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de BRIEY et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée à MM. le directeur départemental des territoires, le directeur de GRTgaz et les maires d'HAUCOURT MOULAIN et de MEXY.

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ;
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Nancy, le 21 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
La sous-préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

## DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS

### Bureau de l'interministérialité

#### Arrêté n° 10.BI.34 du 23 juillet 2010 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1432-2 et L 1435-1 issus de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, le livre 3<sup>ème</sup> de la première partie relatif à la protection de la santé et environnement, le livre 2<sup>ème</sup> de la troisième partie relatif à la lutte contre les maladies mentales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 03 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret N° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret N° 2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le décret du Président de la République du 1er avril 2010 portant nomination de M. Jean-Yves GRALL en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la circulaire des ministères de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales du 24 mars 2010 relative aux relations entre les préfets et les agences régionales de santé ;

VU le protocole relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'agence pour le préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : Délégation de signature est donnée à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les documents suivants :

1. Hospitalisations sans consentement visées aux articles L. 3211-1 à L. 3214-5 du code de la santé publique :

- la transmission à l'intéressé des arrêtés préfectoraux le concernant, en cas d'hospitalisation d'office, de maintien, de transfert, et de levée et de sorties d'essai ;
- les courriers aux procureurs de la République du siège de l'établissement d'hospitalisation et du domicile de toute personne hospitalisée sur demande d'un tiers (article L 3212-5 du code de la santé publique) ;
- les courriers adressés au procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement, au maire du domicile et à la famille de la personne hospitalisée relatifs à une hospitalisation d'office, à un renouvellement et à toute sortie.

2. Les mesures de salubrité générale et contrôle administratif et technique des règles d'hygiène dans les conditions prévues à l'article L 1421-4 du code de la santé publique :

- les courriers relatifs au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et aux arrêtés pris sur le fondement de l'article L 1311-2 du code de la santé publique ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine y compris notification des résultats et informations ainsi que les mesures d'urgence nécessaires (art L 1321-1 à L 1321-10 et R 1321-1 à R 1321-68 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles (L. 1322-1 à L. 1322-13 et R 1322-1 à R 1322-44-17 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine conditionnées (R. 1321-69 à R. 1321-95 ; R. 1321-1 à R. 1321-63 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public y compris notification des résultats et des classements (art. L 1332-1 à L 1332-9 et D1332-1 à D 1332-42 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs au contrôle des nuisances sonores dans le domaine des bruits de voisinage et des établissements diffusant de la musique amplifiée (art. R 1334-31 à R 1334-37 du code de la santé publique ; L 571-17 et R 571-25 à R 571-30 du code de l'environnement) ;

- les courriers relatifs au contrôle des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des filières d'élimination des pièces anatomiques (art. R 1335-31 du code de la santé publique et décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997) ;
- les courriers relatifs à la salubrité des immeubles (art. L 1331-17, L 1331-22 à L 1331-31 et art. R 1331-4 à R 1331-11 du code de la santé publique) ;
- les courriers relatifs à la lutte contre le saturnisme infantile et l'amiante (art. L 1334-1 à L 1334-13 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique).

Article 2 : M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, définit par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3: Demeurent réservées à la signature de M. le préfet :

- les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier ministre,
  - 2) aux ministres,
  - 3) aux parlementaires,
  - 4) au préfet de région et au président du conseil régional,
  - 5) au président du conseil général,
  - 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy ;
- les circulaires à destination des maires des communes du département, des mises en demeure devant être notifiées aux collectivités territoriales pour non respect de leurs obligations réglementaires ;
  - les situations de risques sanitaires pouvant constituer un trouble à l'ordre public où les services de l'agence sont placés, pour emploi, sous l'autorité du préfet ;
  - les courriers et mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Jean-Yves GRALL, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juillet 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

## SOUS-PREFECTURE DE LUNEVILLE

### Extrait de l'arrêté du 16 juillet 2010 portant mandatement d'office – Commune de Pierre-Percée

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'il s'agit d'une dépense obligatoire ;

#### ARRETE

Article 1er – Une somme de 13 058 euros correspondant à la contribution financière de la commune de Pierre-Percée au titre du contingent incendie pour 2009 est attribuée au service départemental d'incendie et de secours.

Article 2 – La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits à l'article 6553 « contingents et participations obligatoires : service d'incendie » du budget principal 2010 de la commune de Pierre-Percée.

Article 3 – Le présent arrêté tient lieu de mandat.

Article 4 – Le sous-préfet de Lunéville et le chef de poste de la trésorerie de Baccarat-Badonviller sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Lunéville, le 16 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Lunéville,  
Philippe SAFFREY

*DELAIS et VOIES de RECOURS : le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*

## SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

### DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

*Division d'exploitation de Metz*

### Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-062 en date du 26 juillet 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux d'abattage d'arbres sur la RN 52, du PR 23+900 au PR 24+500

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52
POINTS REPERES (PR)	23+900 à 24+500
SENS	Sens : Metz-Belgique
SECTION	Échangeur de Mont-St-Martin VAL
NATURE DES TRAVAUX	Travaux d'abattage d'arbres

PERIODE GLOBALE	Du 26 juillet au 29 juillet 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture de l'entrée de l'échangeur de Mont-Saint-Martin VAL	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 26 juillet au 29 juillet 2010 entre 8h et 16h	Échangeur Mont-St-Martin VAL PR 23+900 à 24+500 Sens 1	Fermeture de la bretelle d'entrée de l'échangeur Mont-St-Martin VAL dans le sens Metz/Belgique  Neutralisation de la voie de droite jusqu'à la bretelle de sortie de l'échangeur Longlaville	Les usagers en direction de la Belgique sont invités à prendre la RN 52 en direction de Longwy depuis l'échangeur Mont-St-Martin VAL jusqu'à l'échangeur Cosnes-et-Romain ; puis à prendre la direction de la Belgique par la RN 52.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Mont ST Martin ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de Mont St. Martin.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 26 juillet 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**Extrait de l'arrêté n° 2010-DIR-Est-M-54-065 en date du 27 juillet 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de fauchage sur la RN 52, du PR 0+000 au PR 25+000**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### AR R E T E

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52
POINTS REPERES (PR)	00+000 à 25+000
SENS	Sens : Metz-Belgique et Belgique-Metz
SECTION	Entre l'échangeur de Crusnes et l'échangeur de Longlaville
NATURE DES TRAVAUX	Travaux d'entretien et de fauchage

PERIODE GLOBALE	Du 28 juillet au 27 août 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Fermeture diurne de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur ou se déroulent les travaux avec déviation par les échangeurs concomitants ( ½ journée par bretelle).	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : -DIR Est	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Du 28/07/2010 au 27/08/2010 8h30 et 15h	Sortie ou entrée échangeur Crusnes Bréhain-la-Ville Tiercelet Villers-la-Montagne Haucourt-Moulaine Mexy Pulventeux Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlaville	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux ( ½ journée par bretelle) à l'avancement.	Déviation par les échangeurs concomitants
2	Du 28/07/2010 au 27/08/2010 8h30 et 15h  8h30 et 15h	Sortie ou entrée échangeur Crusnes Bréhain-la-Ville Tiercelet Villers-la-Montagne Haucourt-Moulaine Mexy Pulventeux Cosnes-et-Romain Mont-St-Martin Centre Mont-St-Martin VAL Longlaville	Fermeture de la sortie ou de l'entrée de l'échangeur impacté par les travaux ( ½ journée par bretelle) à l'avancement.	Déviation par les échangeurs concomitants

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet, Villers-la-Montagne, Haucourt-Moulaine, Mexy, Pulventeux, Cosnes,-et-Romain, Mont-St-Martin Centre, Mont-St-Martin VAL, Longlaville ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, Monsieur le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire des communes de Crusnes, Bréhain-la-Ville, Tiercelet, Villers-la-Montagne, Haucourt-Moulaine, Mexy, Pulventeux, Cosnes,-et-Romain, Mont-St-Martin Centre, Mont-St-Martin VAL, Longlaville.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 27 juillet 2010

Le préfet du département de la Meurthe et Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division d'exploitation de Metz,  
David MAZOYER

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE  
CABINET DE LA DIRECTION GENERALE**

**Délibération n° 01/2010 de l'agence régionale de santé de Lorraine du 20 juillet 2010 portant nomination de Monsieur Claude DESALME, président de ARSMSAL Lorraine, comme vice-président du conseil de surveillance de l'ARS de Lorraine**

Le préfet de la région lorraine,  
Président du conseil de surveillance,

Vu la loi n° 2009-897 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital relative aux patients, à la santé et aux territoires ;  
Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;  
Vu le décret n° 2010-337 du 31 mars 2010 relatif au conseil de surveillance de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
Vu le décret du 1<sup>er</sup> avril 2010 portant nomination des Directeurs Généraux des Agences Régionales de Santé ;  
Vu l'arrêté de nomination du 25 juin 2010 au conseil de surveillance de l'agence régionale de santé de Lorraine ;  
Vu le Code de la Santé Publique et notamment l'article L.1432-3 et les articles D 1432-15 à D 1432-27 relatifs à la composition et au fonctionnement du Conseil de Surveillance ;

**DECIDE**

La nomination de Monsieur Claude DESALME, Président de ARSMSAL Lorraine, comme vice-président du conseil de surveillance de l'ARS de Lorraine.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la région Lorraine et de la Meurthe-et-Moselle.  
Metz le 20 juillet 2010

Le préfet de la région lorraine,  
Président du conseil de surveillance,  
Bernard NIQUET

---

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE  
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE  
*Service établissements de santé***

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 110/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 832 709 € soit :

- 1) 2 825 131 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
2 536 723 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
117 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
12 182 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
275 772 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
337 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 990 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 6 588 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MATERNITE REGIONALE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

---

**Extrait de l'arrêté ARS - DT 54 N° 111/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de LUNEVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 529 800 € soit :

- 1) 1 482 393 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
1 253 981 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
37 298 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
1 766 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
186 354 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
2 994 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 36 767 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

- 3) 10 640 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 112/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 474 982 € soit :

- 1) 474 886 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 386 901 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 16 317 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 71 420 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 248 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 96 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 113/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES à NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 157 425 € soit :

- 157 425 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 156 230 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 1 195 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement MH ST CHARLES NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 114/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques PARISOT-BAINVILLE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 88 040 € soit :

- 88 040 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 88 040 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement J. PARISOT BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 115/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 31 421 613 € soit :

- 1) 28 613 944 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
  - 24 586 563 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
  - 112 235 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
  - 10 617 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
  - 3 831 524 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
  - 42 021 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;
  - 30 984 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 1 714 106 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 1 093 563 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.H.U. DE NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé et par délégation,  
Le chef de service,  
Philippe ROMAC



**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 116/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 3 249 270 € soit :

- 1) 2 851 645 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
2 674 924 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
174 577 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
2 144 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
- 2) 394 885 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 2 740 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement C.R.L.C.C. A. VAUTRIN- VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 117/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de BACCARAT, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 78 842 € soit :

- 78 842 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
78 842 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement HOPITAL - BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le chef de service,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 118/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 246 818 € soit :

- 1) 2 050 832 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
1 859 027 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
17 024 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
174 781 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
- 2) 8 985 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 187 001 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement SINCAL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**Extrait de l'arrêté ARS-DT 54 N° 119/2010 du 19 juillet 2010 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de TOUL, au titre de l'activité déclarée pour le mois de mai 2010 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> - La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 182 562 € soit :

- 1) 1 162 682 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :  
940 047 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,  
28 619 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;  
2 278 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;  
190 911 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;  
827 € au titre des forfaits « sécurité et environnement hospitalier » (SE)
- 2) 919 € au titre des spécialités pharmaceutiques ;
- 3) 18 961 € au titre des produits et prestations ;

Article 2 - Le présent arrêté est notifié à l'établissement CENTRE HOSPITALIER - TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé  
et par délégation,  
Le délégué territorial,  
Philippe ROMAC

**AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE**  
**DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE ASSURANTIEL**  
*Service produits de santé et de la biologie*

**Extrait de l'arrêté n° 2010-112 du 24 juin 2010 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur (PUI) du Centre Hospitalier de Saint-Dié-Des-Vosges en vue de l'autoriser à assurer l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux pour le compte du Centre Hospitalier de Lunéville - N° FINESS Entité juridique : 880 780 077**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la convention de prestation « D&L Sté » entre le Centre Hospitalier de Saint-Dié-des-Vosges et le Centre Hospitalier de Lunéville, relative à la sous-traitance de l'activité de stérilisation des dispositifs médicaux signée le 30 mars 2010, reçue le 27 mai 2010 ;

CONSIDERANT le rapport du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique, en date du 31 mai 2010, émettant un avis favorable ;

**A R R E T E**

Article 1 : Le Centre Hospitalier de Saint-Dié-de-Vosges est autorisé à prendre en charge, au sein de sa pharmacie à usage intérieur, les activités de stérilisation des dispositifs médicaux réutilisables du Centre Hospitalier de Lunéville ;

Article 2 : L'établissement s'engage :

- à externaliser sur le site du Centre Hospitalier de REMIREMONT l'activité de stérilisation afin d'assurer la continuité de la prise en charge des dispositifs médicaux utilisés en cas de besoin urgent ;

Article 3 : L'autorisation est accordée jusqu'au 31 octobre 2011. Elle sera renouvelée dans les mêmes conditions que l'octroi de cette autorisation initiale.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

- auprès du Ministre de la Santé et des Sports – Direction Générale de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

- devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54035 NANCY Cedex – pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- aux directeurs des Centres Hospitaliers de Saint-Dié-des-Vosges et de Lunéville,
- au directeur général de l'AFSSAPS (agence française de sécurité sanitaire des produits de santé),

et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
Le directeur général adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

**Extrait de l'arrêté n° 2010-123 du 29 juin 2010 relatif à l'autorisation d'approvisionnement, de détention, de contrôle, de gestion et de dispensation de médicaments pour le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles et de médicaments pour le traitement de réactions indésirables graves - Centre de médecine préventive de Vandœuvre-lès-Nancy – Site d'Epinal : Centre d'information, de dépistage et de traitement des infections sexuellement transmissibles**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU la demande d'autorisation déposée en date du 4 mai 2010 par le Docteur Thierry Godefroy, Directeur médical à l'Union des caisses-Centre de médecine préventive (UC-CMP) de Vandœuvre-lès-Nancy (54) concernant le Docteur Eric DOLISI aux fins de détenir, gérer, et dispenser des médicaments inhérents à son activité au CIDDIST du site d'Epinal, et vu le contrat de travail à durée indéterminée daté du 23 décembre 2010 liant l'UC-CMP et le Docteur Eric DOLISI ;

CONSIDERANT que l'activité du CIDDIST du site d'Epinal, sis Maison de la santé Saint-Jean 31, rue Thiers 88000 Epinal, ne justifie pas la présence d'un pharmacien à temps plein ;

**A R R E T E**

Article 1 : A compter du 1er juin 2010, le Docteur Eric DOLISI est autorisé à s'approvisionner, détenir, contrôler, gérer et dispenser les médicaments pour le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles et les médicaments pour le traitement des éventuelles réactions indésirables graves, nécessaires au fonctionnement du centre d'information, de dépistage et de traitement des infections sexuellement transmissibles du site d'Epinal de l'UC-CMP de Vandœuvre-lès-Nancy .

Article 2 : Cette autorisation est accordée pour une durée de trois ans ou, le cas échéant, jusqu'à la rupture du contrat liant le Docteur Eric DOLISI et l'UC-CMP de Vandœuvre-lès-Nancy (54) en qualité de médecin de prévention sur le site d'Epinal.

Article 3 : Les médicaments seront détenus et prescrits dans les conditions de l'autorisation de mise sur le marché et les prescriptions de la Pharmacopée européenne. Ils seront stockés dans un lieu fermé à clé et accessible uniquement au personnel autorisé. Un état des entrées et sorties des médicaments sera réalisé.

Article 4 : Le Docteur Eric Dolisi s'engage à garantir la déclaration au centre régional de pharmacovigilance des effets indésirables susceptibles d'être dus aux traitements.

Article 5 : Dans le cadre de cette autorisation, le docteur Eric Dolisi sera remplacé, au cours de ses congés et absences, par le Docteur Thierry Godefroy.

Article 6 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

auprès du Ministre de la santé et des sports- 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5, place Carrière –

54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

Article 8 : Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur du Centre de médecine préventive de Vandœuvre-lès-Nancy et publié au recueil des actes administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé,  
Marie-Hélène MAITRE

**Extrait de l'arrêté n° 2010-136 du 30 juin 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral SELAS « Laboratoire Saint-Rémy » sise 28 rue de la Pologne à LUNEVILLE (54300) enregistrée sous le n° 04 - Autorisation n° 54-64 - Autorisation n° 54-87 - Autorisation n° 54-93 - Autorisation n° 88-37**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

ATTENDU que par acte du 23 mars 2010, Madame Marie-Laure SCHNOERING cède à la SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY » sise 28 rue de la Pologne à Lunéville, le laboratoire de biologie médicale autorisé sous le n° 88-37, sis 97 rue Jules Ferry à Raon-L'Etape ;

**A R R E T E**

Article 1 : A compter du 30 juin 2010, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté modifié du 4 mars 1994 susvisé relatif à l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiées SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY », sont remplacées par les dispositions suivantes :

Dénomination sociale : « LABORATOIRE SAINT-REMY »

Siège social : 28 rue de la Pologne  
54300 LUNEVILLE

Forme juridique : Société d'exercice libéral par actions simplifiées (SELAS)

Laboratoires exploités :

- Laboratoire de biologie médicale St-Rémy

39, rue de la Division Leclerc

54120 BACCARAT

Autorisation n° 54-64

- Laboratoire de biologie Médicale

28 rue de la Pologne

54300 LUNEVILLE

Autorisation n° 54-87

- Laboratoire de biologie médicale Léopold

9 place Léopold

54300 LUNEVILLE

Autorisation n° 54-93

- Laboratoire de biologie médicale

97 rue Jules Ferry

88100 RAON-L'ETAPE

Autorisation n° 88-37

Biologistes :

- Monsieur Jean-Paul DUROCH, biologiste médical, pharmacien ;

- Monsieur André BINA, biologiste médical, pharmacien ;

- Madame Brigitte WERNEBURG-IRION, biologiste médical, médecin ;

- Madame Isabelle PETRY, biologiste médical, pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY » ;

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (conseil central de la section G) ;

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;

et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 juin 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
La sous-préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

**Extrait de l'arrêté n° 2010-141 du 30 juin 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 97 rue Jules Ferry à RAON-L'ETAPE (88110) - Autorisation n° 88-37**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine

**A R R E T E**

Article 1 : A compter du 30 juin 2010, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1992 susvisé autorisant le fonctionnement, sous le n° 88-37, du laboratoire de biologie médicale sis 97 rue Jules Ferry à Raon-L'Etape sont remplacées par les dispositions suivantes :

Siège social : 97 rue Jules Ferry

88110 RAON-L'ETAPE

Mode d'exercice :

Le présent Laboratoire est exploité au sein de la SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY », agréée sous le n°4, dont le siège social est situé 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300).

Biologiste responsable : Monsieur André BINA, biologiste médical, pharmacien ;

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY » ;

- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;  
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;  
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;  
et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 30 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Le directeur général adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

---

**Extrait de l'arrêté n° 2010-154 du 30 juin 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 28 rue de la Pologne à LUNEVILLE (54300) - Autorisation n° 54-87**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT le transfert du diplôme de Monsieur André BINA, du laboratoire de biologie médicale sis 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) au 97 rue Jules Ferry à Raon-L'Étape (88100).

**ARRETE**

Article 1 : A compter du 30 juin 2010, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2005 susvisé relatif à l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis au 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300), sous le numéro 54-87, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Siège social du laboratoire : 28 rue de la Pologne  
54300 LUNEVILLE

Mode d'exercice :

Le présent Laboratoire est exploité au sein de la SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY », agréée sous le n°04 et dont le siège social est situé 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300).

Biologistes responsables :

- Monsieur Jean-Paul DUROC, biologiste médical, pharmacien,  
- Madame Anne PETIT, biologiste médical, pharmacien.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,  
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- SELAS « LABORATOIRE SAINT-REMY » ;  
- Monsieur le Directeur de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;  
- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;  
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;  
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY ;  
et qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 juin 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,  
Le directeur général adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

---

**Extrait de l'arrêté n° 2010-168 du 15 juillet 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à PONT-A-MOUSSON (54700) - Licence n° 54#01059**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU la demande présentée par Monsieur Bernard GIROT, pharmacien, en vue d'obtenir une licence pour transférer son officine de pharmacie du 255 allée du Breuil au 220 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700) ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de PONT-A-MOUSSON où se situe l'officine dont le transfert est projeté, qui figure dans le tableau annexé au décret n° 2008-1477 du 30 décembre 2008 authentifiant les résultats du recensement général de la population, est de 14 389 habitants ;

CONSIDERANT que la commune de PONT-A-MOUSSON dispose de six officines de pharmacie ;

CONSIDERANT que cinq d'entre elles sont situées au centre ville ;

CONSIDERANT que l'officine de Monsieur GIROT est excentrée ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;

CONSIDERANT que les plans des locaux fournis ont recueilli un avis favorable du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique relatif aux conditions minimales d'installation, avec néanmoins quelques observations à respecter ;

CONSIDERANT que le transfert a lieu à 500 mètres environ de son emplacement actuel ;

CONSIDERANT que Monsieur GIROT ne quitte pas son quartier et ne se rapproche pas d'autres confrères ;

CONSIDERANT ainsi que les conditions de l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1 : La demande de licence présentée par Monsieur Bernard GIROT en vue de transférer son officine de Pharmacie du 255 allée du Breuil au 220 avenue Dunant à Pont-à-Mousson (54700) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le N°54#01059

Article 3 : La présente autorisation cessera d'être valable si, dans un délai d'un an, l'officine n'est pas ouverte au public.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,  
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Bernard GIROT, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;  
- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.  
et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.  
Nancy, le 15 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le directeur général adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

---

**Extrait de l'arrêté n° 2010-169 du 15 juillet 2010 portant autorisation de transfert d'une officine de pharmacie à DOMBASLE-SUR-MEURTHE (54110) - Licence n° 54#01060**

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

VU la demande présentée par Monsieur Valéry THOMAS, pharmacien, en vue d'obtenir une licence pour transférer son officine de pharmacie du 44 au 57 rue Gabriel Péri à Dombasle-sur-Meurthe (54110) ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de DOMBASLE-SUR-MEURTHE où se situe l'officine dont le transfert est projeté, qui figure dans le tableau annexé au décret n° 2008-1477 du 30 décembre 2008 authentifiant les résultats du recensement général de la population, est de 9 894 habitants ;

CONSIDERANT que la commune de DOMBASLE-SUR-MEURTHE dispose de quatre officines de pharmacie ;

CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;

CONSIDERANT que les plans des locaux fournis ont recueilli un avis favorable du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique relatif aux conditions minimales d'installation, avec néanmoins quelques observations à respecter ;

CONSIDERANT que le transfert a lieu à 100 mètres environ de son emplacement actuel ;

CONSIDERANT que Monsieur Valéry THOMAS ne quitte pas son quartier et se situe à égale distance des deux officines les plus proches ;

CONSIDERANT ainsi que les conditions de l'article L. 5125-3 du Code de la Santé Publique sont respectées ;

**ARRETE**

Article 1 : La demande de licence présentée par Monsieur Valéry THOMAS en vue de transférer son officine de Pharmacie du 44 au 57 rue Gabriel Péri à Dombasle-sur-Meurthe (54110) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le N°54#01060

Article 3 : La présente autorisation cessera d'être valable si, dans un délai d'un an, l'officine n'est pas ouverte au public.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Valéry THOMAS, dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

- Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine ;

- Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe-et-Moselle ;

- Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine.

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 15 juillet 2010

Pour le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine  
et par délégation,  
Le directeur général adjoint,  
Marie-Hélène MAITRE

---

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE**  
*Service prévention des risques*

**Modification de la ligne à 63 kV Errouville - Moulaine - Auberives - Extrait de l'arrêté du 8 juillet 2010 portant autorisation d'exécution**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu l'avis des maires et services consultés le 1er avril 2010

- CONSEIL GENERAL : réponse du 21/04/2010

- Direction Départementale des Territoires (e) : réponse du 17/05/2010

- Direction Départementale des Territoires (a) :

- DIRECTION REGIONALE DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS :

- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE : réponse du 14/04/2010

- CHAMBRE D'AGRICULTURE : réponse du 20/05/2010

- REGION MILITAIRE DE DEFENSE NORD-EST : réponse du 17/05/2010

- M. le commandant de la zone aérienne de défense Nord, Président du comité interarmées de la circulation aérienne militaire : réponse du 12/04/2010

- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine - SRMN :

- DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES : réponse du 30/04/2010

- SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE : réponse du 15/06/2010

- District aéronautique de Lorraine : réponse du 18/05/2010

- France telecom - Service Sovotel :

- Direction Départementale des Territoires (ba) : réponse du 09/04/2010

- DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES : réponse du 07/06/2010

- Grt gaz : réponse du 09/04/2010

- ErDF : réponse du 03/05/2010

- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine - Groupe de subdivisions 3M : réponse du 23/04/2010

- Direction interdépartementale des routes : réponse du 28/05/2010

- Conservatoire des sites Lorrains :

- Office National des Forêts : réponse du 31/05/2010

- Monsieur le directeur interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information de la défense : réponse du 22/04/2010

- Communauté de Communes de l'Agglomération de Longwy :

- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine - Division risques miniers et sous-sol : réponse du 12/04/2010

- Centre régional de la propriété forestière de Lorraine Alsace :
- GrDF :
- Mairie de HAUCOURT MOULAINES :
- Mairie de HUSSIGNY GODBRANGE :
- Mairie de VILLERS LA MONTAGNE :

Considérant qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés favorables,

Vu les remarques et demandes formulées par :

- DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
- CONSEIL GENERAL
- CHAMBRE D'AGRICULTURE
- M. le commandant de la zone aérienne de défense Nord, Président du comité interarmées de la circulation aérienne militaire
- DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
- ErDF
- Office National des Forêts
- Division risques miniers et sous-sol

Considérant qu'en l'absence de réponse dans le délai imparti, les avis sollicités sont réputés donnés,

#### ARRETE

Article 1er : RTE EDF Transport SA est autorisée à exécuter l'ouvrage objet de la demande, conformément au dossier susvisé, à charge pour elle de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Article 2 : Le titulaire de la présente autorisation devra se conformer à l'article 55 du décret du 29 juillet 1927 modifié.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies d'Haucourt-Moulaines, d'Hussigny-Godbrange et de Villers la Montagne.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, le Directeur Départemental des Territoires de Meurthe et Moselle et les maires d'Haucourt-Moulaines, d'Hussigny-Godbrange et de Villers la Montagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme est également adressée à M. le Directeur de RTE EDF Transport SA et qui peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nancy :

- par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication
- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification

Metz, le 8 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Pour le directeur et par subdélégation,  
Le chef du service prévention des risques,  
Norbert LAMBIN

#### Extrait de l'arrêté n° 2010-001 du 15 juillet 2010 portant reconnaissance du service inspection - Centre de Production Thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

#### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> - Le service inspection de la société Electricité de France - centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson est reconnu, au sens de l'article 19 du décret du 13 décembre 1999 susvisé, jusqu'au 15 juillet 2013.

Article 2 - Le service inspection cité à l'article 1<sup>er</sup> est autorisé, sous sa responsabilité et dans les limites prévues par le guide professionnel approuvé par la décision du 5 mai 2004 susvisée, à définir pour les équipements sous pression de l'établissement :

la périodicité des inspections périodiques et des requalifications périodiques sans que celles-ci ne puissent excéder, respectivement, 6 ans et 12 ans.

la nature des opérations d'inspection périodique et de requalification périodique.

Les autres équipements sous pression de l'établissement, qui ne font pas l'objet d'un plan d'inspection, sont placés sous la surveillance du service inspection. En particulier, les extincteurs et les appareils respiratoires isolants seront suivis selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé.

Toute modification ou extension de la portée de la présente reconnaissance devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine.

Article 3 -

§ 1 Le service inspection cité à l'article 1<sup>er</sup> assure la direction des actions d'inspection planifiées et systématiques assurant la sécurité des équipements sous pression exploités dans l'établissement, selon les modalités prévues par le système documentaire établi à cette fin par la société Electricité de France centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson.

§ 2 La vérification de l'application du présent arrêté est effectuée par les agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, dans les conditions prévues par la circulaire du 21 mai 2003 susvisée.

§ 3 La société Electricité de France centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson prend les mesures nécessaires pour que ces agents aient libre accès dans les locaux, ateliers ou dépendances de son établissement précité et doit leur communiquer, sur leur demande, tout document nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

§ 4 La société Electricité de France centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson est responsable de l'évolution, notamment en cas de modification de la réglementation, des dispositions citées au § 1<sup>er</sup> ci avant. Toute modification notable de ces dispositions est transmise préalablement au directeur régional l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine.

Article 4 - En cas de manquement aux obligations précitées, il sera fait application des sanctions prévues au paragraphe IV-5 de la circulaire du 21 mai 2003 susvisée.

Article 5 - La demande de renouvellement de la présente reconnaissance, doit être déposée par la société de France centre de production thermique de Blénod-lès-Pont-à-Mousson auprès du directeur régional l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, six mois au moins avant l'échéance fixée à l'article 1<sup>er</sup> ci avant.

Article 6 - Le directeur régional l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Metz, le 15 juillet 2010

Pour le préfet et par délégation,  
Le chef de la division risques technologiques et industriels,  
Jacques MOLE

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,  
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE**

**Arrêté n° 09/2010 du 12 juillet 2010 portant subdélégation de signature en faveur de M. Marc NICAISE, secrétaire général de la Direccte Lorraine**

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

Vu le code du travail ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code de la consommation ;

Vu le code du tourisme ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu le décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret du 21 juin 2007 nommant M. Bernard NIQUET, Préfet de la région Lorraine, Préfet de la zone de défense-est, Préfet de la Moselle ;

Vu le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du 11 juin 2009 nommant M. Eric LE DOUARON, Préfet de la Meuse ;

Vu le décret du 8 janvier 2009 nommant M. Dominique SORAIN, Préfet des Vosges ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et du ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté n° 2010-95 en date du 22 mars 2010 du Préfet de la Région Lorraine portant délégation de signature à M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine relative au fonctionnement du service ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10.BI.32 en date du 25 mai 2010 du Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-1346 en date du 09 juillet 2010 du Préfet de la Meuse portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-63 en date du 08 juin 2010 du Préfet de Moselle portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010-1682 en date du 14 juin 2010 du Préfet des Vosges portant délégation de signature à M. Serge LEROY, en qualité de Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 2010 portant nomination de M. Marc NICAISE en qualité de Secrétaire Général de la DIRECCTE Lorraine ;

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Délégation est donnée à M. Marc NICAISE, Secrétaire Général de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi Lorraine, à l'effet de signer l'ensemble des actes d'administration et de gestion relevant des attributions de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi (Direccte) de Lorraine, tel que prévu par les arrêtés préfectoraux ci-dessus visés, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge LEROY, Directeur Régional des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi de Lorraine.

Article 2 : Sont exclues de la présente délégation les correspondances adressées :

1) à l'administration centrale

2) aux titulaires d'un mandat électif national

3) aux représentants élus des collectivités territoriales

Ainsi que les décisions relatives à l'organisation générale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Consommation, de la Concurrence, du Travail et de l'Emploi.

Article 3 : Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et le secrétaire général de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe et Moselle, de la Moselle, de la Meuse et des Vosges.

Nancy, le 12 juillet 2010

Le directeur régional,  
Serge LEROY

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Service solidarité - insertion*

**Extrait de l'arrêté n° 532 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (C.E.F.R)**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	77 649,61 €	570 679,63 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	330 955,47 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	162 074,55 €	

Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	556 000,63 €	570 679,63 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	14 300,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	379,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du C.H.R.S. géré par l'association C.E.F.R. » fixée à 556 000,63 € En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 46 333,38 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n° 533 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale gérés par l'association Accueil et Réinsertion (ARS)**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales des C.H.R.S gérés par l'association « ARS. » sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	563 625,53 €	4 615 579,12 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	3 228 542,50 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	823 411,09 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	4 300 522,70 €	4 615 579,12 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	276 285,52 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	38 770,90 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement des C.H.R.S. gérés par l'association « ARS. » fixée à 4 300 522,70 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 358 376,89 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n° 534 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du C.H.R.S sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	168 728,11 €	1 266 492,04 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	849 211,67 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	248 552,26 €	



Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	971 976,04 €	1 266 492,04 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	281 926,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	12 590,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du C.H.R.S. géré par l'association A.L.A.S.A.. est fixée à 971 976,04 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 80 998,00 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n 535 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Adaptation à la Vie Active géré par l'Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (A.L.A.S.A.)**

Le préfet de la région Lorraine  
Préfet de la zone de défense et sécurité Est  
Préfet de la Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 388,06 €	499 681,07 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	415 888,95 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	57 404,06 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	458 442,07 €	499 681,07 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	4 716,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	36 523,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du C.A.V.A. géré par l'association A.L.A.S.A.. est fixée à 458 442,07 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 38 203,50 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n 536 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (A.S.L.O.R.A.L.)**

Le préfet de la région Lorraine  
Préfet de la zone de défense et sécurité Est  
Préfet de la Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du C.H.R.S sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	36 923,32 €	394 513,02 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	288 286,43 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	69 303,27 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	319 756,02 €	394 513,02 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	67 135,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	7 622,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du C.H.R.S. géré par l'association A.S.L.O.R.A.L. est fixée à 319 756,02 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 26 646,33 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n° 537 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'adaptation à la vie active « Atelier 18 » géré par l'association « Le Gîte Familial »**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 091,43 €	504 253,96 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	429 766,58 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	49 395,95 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	491 242,96 €	504 253,96 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	13 011,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association « Le Gîte Familial » est fixée à 491 242,96 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 40 936,91 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n° 538 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale « Marguerite Valette » géré par l'association « Le Gîte Familial »**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du C.H.R.S sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	164 519,91 €	919 930,44 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	623 191,32 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	132 219,21 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	857 747,44 €	919 930,44 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	43 155,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	19 028,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du C.H.R.S. géré par l'association LE GITE FAMILIAL. est fixée à 857 747,44 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 71 478,95 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n 539 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'association « Le Grand Sauvoy »**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du C.H.R.S sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	169 464,79 €	1 852 017,04 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 183 766,43 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	498 785,82 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 665 727,04 €	1 852 017,04 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	159 285,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	27 005,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du C.H.R.S. géré par l'association « Le Grand Sauvoy » est fixée à 1 665 727,04 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale 138 810,59 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n 540 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'adaptation à la vie active géré par l'association « Le Grand Sauvoy »**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du centre d'adaptation à la vie active sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	37 313,02 €	1 122 883,91 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	913 071,66 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	172 499,23 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 111 551,91 €	1 122 883,91 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	11 332,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du centre d'adaptation à la vie active géré par l'association « Le Grand Sauvoy » est fixée à 1 111 551,91 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale 92 629,32 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n 541 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale – Foyer de Jeunes géré par l'association « Le Clair Logis »**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du C.H.R.S sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	61 473,35 €	398 402,58 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	294 751,45 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	42 177,78 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	396 382,58 €	398 402,58 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	2 020,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du C.H.R.S. géré par l'association « Le Clair Logis » est fixée à 396 382,58 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale 33 031,88 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n 542 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du service ANTIGONE géré par l'association « Accueil et Réinsertion Sociale » (ARS)**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**ARRETE**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du service de lutte contre l'exclusion des personnes prostituées ANTIGONE sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 646,75 €	109 058,34 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	84 258,75 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	19 152,84 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	85 022,76 €	109 058,34 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	18 700,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	5 335,58 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du service de lutte contre l'exclusion des personnes prostituées ANTIGONE, géré par l'association ARS est fixée à 85 022,76€.

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 7 085,23 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n 543 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S)**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du C.H.R.S sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 441,17 €	332 890,24 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	211 100,96 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	71 348,10 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	306 835,24 €	332 890,24 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	26 055,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du C.H.R.S. géré par l'association « A.L.I.S.E.S. » est fixée à 306 835,24 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 25 569,60 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n 544 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Point d'Accueil et d'Urgence Sociale de Longwy géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S)**

Le préfet de la région Lorraine

Préfet de la zone de défense et sécurité Est

Préfet de la Moselle

**AR R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 839,29 €	278 616,31 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	246 513,68 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	21 263,34 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	270 616,31 €	278 616,31 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	8 000,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Longwy géré par l'association « A.L.I.S.E.S. » est fixée à 270 616,30€

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 22 551,36 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**Extrait de l'arrêté n 545 en date du 10 mai 2010 portant fixation de la Dotation Globale de Financement pour 2010 du Point d'Accueil et d'Urgence Sociale de Brierre géré par l'Association pour un Lien Social et des Espaces Solidaires (A.L.I.S.E.S)**

Le préfet de la région Lorraine  
Préfet de la zone de défense et sécurité Est  
Préfet de la Moselle

**A R R E T E**

Article 1<sup>er</sup> : Pour l'exercice budgétaire 2010, les recettes et les dépenses prévisionnelles globales du point d'accueil et d'urgence sociale de Brierre sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	10 988,99 €	238 984,31 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	203 312,48 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	24 682,83 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	238 984,31 €	238 984,31 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0,00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	

Article 2 : Pour l'exercice budgétaire 2010, la dotation globale de financement du point d'accueil et d'urgence sociale de Brierre géré par l'association « A.L.I.S.E.S. » est fixée à 238 984,31 €

En application de l'article R 314-107 du code de l'action sociale et des familles, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est égale à 19 915,36 €

Article 3 : Compte tenu des recettes de tarification déjà perçues en application de l'article R.314-108 du C.A.S.F., il sera procédé à la régularisation des versements mensuels sur la base du nouveau tarif fixé à l'article 2.

Article 4 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Bénit - 54000 NANCY -, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auquel il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou au service concerné.

Article 6 : En application des dispositions du 3° alinéa de l'article R 314-36 du CASF, les tarifs fixés seront publiés au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Moselle.

Article 7 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,  
Bernard NIQUET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS DE MEURTHE-ET-MOSELLE**  
*Service du consommateur*

**Extrait de l'arrêté du 22 juillet 2010 portant agrément de l'Union Départementale de Meurthe-et-Moselle de la Confédération Générale du Logement (CGL)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande déposée par l'Union Départementale de Meurthe-et-Moselle de la Confédération Générale du Logement (CGL) le 17/05/2010 ;

**A R R E T E**

Article 1er : L'Union Départementale de Meurthe-et-Moselle de la Confédération Générale du Logement (CGL) est agréée pour exercer l'action civile dans le cadre des dispositions du code de la consommation, art. L. 411-1 à 422.3 et R 411-1 à 422-10.

Article 2 : Le présent agrément est accordé pour une période de 5 années, sous réserve de l'application des articles R 411-6 et R 411-7 du code de la consommation.

Article 3 : La Directrice Départementale de la Protection des Populations est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 22 juillet 2010

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Pour le secrétaire général absent,  
La sous-préfète chargée de mission,  
Juliette TRIGNAT

---

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

**SIP de Nancy Sud-Est – En date du 9 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Sylvie THOMASSIN, Contrôleur Principal**

La soussignée Mme Véronique BERNIER  
COMPTABLE RESPONSABLE DU SIP DE NANCY SE  
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Sylvie THOMASSIN, Contrôleur Principal.

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, le service recouvrement du SIP de NANCY SE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de NANCY SE, entendant ainsi transmettre à Mme Sylvie THOMASSIN tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Sylvie THOMASSIN  
Contrôleur Principal

Signature du mandant  
Véronique BERNIER  
Inspectrice Départementale

Nancy, le 9 juillet 2010

---

**SIP de Nancy Sud-Est – En date du 9 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Marie-Thérèse MUNIER, Contrôleur**

La soussignée Mme Véronique BERNIER  
COMPTABLE RESPONSABLE DU SIP DE NANCY SE  
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Marie-Thérèse MUNIER, Contrôleur

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, le service recouvrement du SIP de NANCY SE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de NANCY SE, entendant ainsi transmettre à Mme Marie Thérèse MUNIER tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Marie-Thérèse MUNIER  
Contrôleur

Signature du mandant  
Véronique BERNIER  
Inspectrice Départementale

Nancy, le 9 juillet 2010

---

**SIP de Nancy Sud-Est – En date du 19 juillet 2010 : Procuration sous seing privé à donner par les Comptables du Trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Mme Agnès BAVEREZ, Contrôleur Principal**

La soussignée Mme Véronique BERNIER  
COMPTABLE RESPONSABLE DU SIP DE NANCY SE  
déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Agnès BAVEREZ, Contrôleur Principal.

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour elle et en son nom, le service recouvrement du SIP de NANCY SE, d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la DDFIP les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion du service recouvrement du SIP de NANCY SE, entendant ainsi transmettre à Mme Agnès BAVEREZ tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire  
Agnès BAVEREZ  
Contrôleur Principal

Signature du mandant  
Véronique BERNIER  
Inspectrice Départementale

Nancy, le 19 juillet 2010

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

*Service agriculture, forêt, chasse*

### Décision du 30 juin 2010 de la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, dans sa formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles, fixant pour la campagne 2010 la troisième partie du barème d'indemnisation des dégâts de gibier

Lors de la séance du 30 juin 2010, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la présente campagne :

Barème d'indemnisation (3<sup>ème</sup> partie)

Prairies	Perte de fourrage	Prairie artificielle	11,40	euros/q
		Prairie naturelle	10,30	euros/q
Prairies biologiques	Perte de fourrage	Prairie artificielle	17,10	euros/q
		Prairie naturelle	15,45	euros/q

Nancy, le 30 juin 2010

Pour le préfet et par délégation,  
La directrice adjointe,  
Mme FOTRÉ-MULLER

### *Service transports, sécurité*

### Extrait de l'arrêté n° 2010/DDT/TS/020 du 27 juillet 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un chantier sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réparation de nids de poule au niveau du carrefour avec la RD 26C et la voie de substitution de la RN 52

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la direction départementale des territoires, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

#### ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	Voie de substitution le long de la RN 52 du giratoire de n°9 dit de Brehain au carrefour avec la RD 125 (longueur 2 612m)	
PR + SENS	SENS Brehain vers Longwy	
SECTION	Au niveau du carrefour avec la RD 26C et sur voie de substitution	
NATURE DES TRAVAUX	Réparation de nids de poule sur la voie de substitution de la RN 52	
PERIODE GLOBALE (date à date)	Du 27/07/10 au 12/08/10 Travaux de jour uniquement	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Alternat par feux de jour, limitation de la vitesse à 50 km/h avec interdiction de doubler.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	MISE EN PLACE PAR : - PARC de l'Equipe	SOUS LA RESPONSABILITE DE : - PARC de l'Equipe

Article 3 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries nécessaires à la résolution des problèmes techniques.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 4 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de BREHAIN ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté.



Article 5 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 6 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 9 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour affichage et/ou publication à :

- Monsieur le Maire de la commune de BREHAIN.

Une copie sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,

- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe-et-Moselle,

- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Longwy - Saint Martin responsable du SMUR,

- Monsieur le Chef du Parc de l'Équipement,

- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DDT.

Champigneulle, le 27 juillet 2010

Le préfet du département de la Meurthe-et-Moselle,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le chef du service transports, sécurité,  
Hervé BOYER

## AUTRES SERVICES

### CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

#### Décision de délégation de signature n° 035/10 du 21 juin 2010

Le directeur,

VU l'article L.6143-7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU l'information qui sera donnée au Conseil de Surveillance en date du 25 juin 2010 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 novembre 2002 nommant Monsieur Fabrice CORDIER dans les fonctions de Directeur Adjoint au Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU la décision N° 028/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Monsieur Georges PIERRON, Directeur des Soins, dans les fonctions de Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts rattachés au CPN (Institut de Formation des Cadres de Santé et Institut de Formation en Soins infirmiers) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 ;

VU la décision N° 029/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant Mme DANAN Jane-Laure Adjoint pour l'IFSI au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 ;

VU la décision N° 030/08 du 19 juin 2008 du Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy désignant M. HUREAUX Claude Adjoint pour l'IFCS au Directeur des Soins-Coordonnateur des Instituts à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2008 ;

#### DECIDE

Article 1 : La décision n° 043/09 du 27 novembre 2009 est annulée.

Article 2 : Délégation

Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint chargé des Affaires Financières et du Système d'Information et assurant l'intégrité de la Direction des Ressources Humaines, dans les domaines de compétences et sous les réserves ci-après :

I - Questions relatives à la gestion du personnel non médical et médical

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction du Personnel à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service,

- les décisions y compris les suspensions, conventions et contrats relatifs à la gestion du personnel à l'exclusion de celles ayant trait aux sanctions disciplinaires

b) Délégation permanente est donnée à Madame Michèle GUEFVENEU, Attaché d'Administration Hospitalière, à l'effet de signer :

- tous les documents, certificats, attestations, conventions, contrats, décisions administratives, notes d'information, correspondances et bordereaux relevant de l'activité de la Direction du Personnel à l'exclusion des correspondances aux services ministériels ou impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service

- en cas d'absence de Monsieur CORDIER et de Madame GUEFVENEU, Madame Brigitte CHEVALLIER et Madame Josette GARNY, Adjointes des Cadres Hospitaliers, recevront délégation à l'effet de signer les notes d'information et correspondances courantes relevant du bureau de la gestion du personnel.

II - Questions relatives à la Formation Continue

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER à l'effet de signer :

- tous les documents, conventions, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux concernant la formation continue à l'exclusion des correspondances aux services ministériels et des notes de service.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice CORDIER, la délégation susvisée sera exercée par Madame Michèle GUEFVENEU, Attaché d'Administration Hospitalière.

c) Délégation permanente est donnée à Monsieur MUNERELLE Didier, responsable du bureau de la formation continue, à l'effet de signer toutes correspondances aux personnels de l'établissement relatives à l'organisation et au déroulement de leur action de formation.

III - Questions relatives à la gestion des Instituts et ne relevant pas du rôle spécifique du directeur des soins-coordonnateur des instituts concernant la formation et l'encadrement des étudiants (Décret n°2002-550 du 19 avril 2002 portant statut particulier du corps de directeur des soins de la Fonction Publique Hospitalière)

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents, conventions, contrats, notes d'information, certificats, attestations, correspondances et bordereaux à l'exclusion des correspondances aux services ministériels, des correspondances impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

b) Délégation permanente est donnée à Monsieur Georges PIERRON, directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à l'effet de signer, concernant la gestion de l'IFCS et de l'IFSI en lien avec l'établissement de santé :

- tous les documents à l'exclusion des conventions passées avec les universités, les associations ou les établissements de santé pour les intervenants aux actions de formation, des contrats et des attestations relatives à la gestion des personnels,
- toutes les notes d'information et les correspondances à l'exclusion de celles aux services ministériels et aux collectivités territoriales, de celles impliquant des dispositifs réglementaires internes et des notes de service.

c) Délégation permanente est donnée à Mme DANAN Jane-laure, nommée adjoint pour l'IFSI au directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFSI,
- pour la maintenance de l'IFSI et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

d) Délégation permanente est donnée à M. HUREAUX Claude, nommé adjoint pour l'IFCS au directeur des soins-coordonnateur des Instituts, à effet de signer :

- pour la gestion des ressources humaines, toutes pièces liées à l'absentéisme des personnels de l'IFCS,
- pour la maintenance de l'IFCS et son fonctionnement général : les commandes de petits matériels, outillages et réparations courantes, les commandes de fournitures de bureau,

e) En cas d'absence de Monsieur Fabrice CORDIER et de Monsieur Georges PIERRON, délégation est donnée à Mme DANAN Jane-Laure, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFSI à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARH, Conseil Régional, DRASS, DDASS, Universités.

f) En cas d'absence de Monsieur Fabrice CORDIER et de Monsieur Georges PIERRON, délégation est donnée à M. HUREAUX Claude, à effet de signer :

- tous les documents nécessaires à la gestion des affaires courantes de l'IFCS à l'exception de ceux adressés aux institutions extérieures à l'établissement : Ministère, ARH, Conseil Régional, DRASS, DDASS, Universités.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence :

- les conventions,
- tous documents et correspondances,
- communication et copies de pièces.

Article 4 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Fabrice CORDIER, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives toutes les décisions, certificats, bulletins, relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 5 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataires.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devront suivre leur signature manuscrite.

Article 6 : La présente délégation prend effet le 21 juin 2010. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.  
Laxou, le 21 juin 2010

Le directeur,  
Gilles BAROU

## AVIS ET COMMUNICATIONS

### **SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

#### **DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

*Service aménagement durable, urbanisme, risques*

#### **Avis de parution de l'arrêté n° 31168 du 21 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de DONCOURT LES LONGUYON**

Par arrêté préfectoral n° 31168 en date du 21 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la liaison HTA éolien Bois de la Tappe/Ugny sur départ Laroche du PS Longuyon. Raccordement du parc éolien Bois de la Tappe sur départ Laroche au PS Longuyon, sur la commune de DONCOURT LES LONGUYON.

#### **Avis de parution de l'arrêté n° 31990 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MAIZIERES**

Par arrêté préfectoral n° 31990 du 28 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du remplacement poste Colombier rue Colombier, sur la commune de MAIZIERES.

#### **Avis de parution de l'arrêté n° 34857 du 21 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de VILLE SUR YRON**

Par arrêté préfectoral n° 34857 en date du 21 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue Le Pineux, sur la commune de VILLE SUR YRON.

#### **Avis de parution de l'arrêté n° 38560 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de ABBEVILLE LES CONFLANS**

Par arrêté préfectoral n° 38560 du 28 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 10 parcelles mairie, rue du Paquis, sur la commune de ABBEVILLE LES CONFLANS.

**Avis de parution de l'arrêté n° 39202 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de NANCY**

Par arrêté préfectoral n° 39202 du 28 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du déplacement poste Lionnois, rue Lionnois, sur la commune de NANCY.

**Avis de parution de l'arrêté n° 40170 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de CERVILLE**

Par arrêté préfectoral n° 40170 du 28 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation tarif jaune - syndicat intercommunal scolaire de la Bouzule rue des hauts Vergers, sur la commune de CERVILLE.

**Avis de parution de l'arrêté n° 40924 du 28 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LONGUYON**

Par arrêté préfectoral n° 40924 du 28 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue PTHT 2010. Enf. ligne HTAA 181 Alm silo Longuyon. Ligne principale entre support étoilement, ligne principale et dérivation vers poste aérodrome, sur la commune de LONGUYON.

**Avis de parution de l'arrêté n° 45838 du 21 juillet 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de BEUVEILLE**

Par arrêté préfectoral n° 45838 en date du 21 juillet 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue Bay Beuveille - raccordement éolien "Croix Didier" au PS Longuyon, départ Pierrepont-Beuveille, sur la commune de BEUVEILLE.

## AUTRES SERVICES

### CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

**Décision d'ouverture d'un concours sur titres externe du 22 juillet 2010 pour le recrutement d'un cadre de santé**

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001 – 1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

Vu la vacance de 4 postes de Cadre de santé diffusée le 10 février 2010 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

#### DECIDE

Article 1er : Un concours sur titres EXTERNE est ouvert à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2010 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir un poste vacant de Cadre de santé (filiale infirmier) dans l'établissement.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;

- n° 89.609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;

- n° 89.613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière ;

et du diplôme de Cadre de santé ou certificat équivalent, ayant exercé dans le secteur privé ou public une activité professionnelle de même nature et équivalente à celui des agents appartenant aux corps précités pendant au moins 5 ans à temps plein ou d'une durée de cinq ans d'équivalent temps plein au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé,

- un CV établi par le candidat sur papier libre,

- un certificat de travail justifiant de la durée des services accomplis.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Article 5 : le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 22 juillet 2010

Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,  
F. DELHOUSTAL

**Décision d'ouverture d'un concours sur titres interne du 22 juillet 2010 pour le recrutement de trois cadres de santé**

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligation des fonctionnaires,

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 2001 – 1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des Cadres de santé de la Fonction Publique Hospitalière,

Vu l'arrêté du 19 avril 2002 fixant la composition des jurys et les modalités d'organisation des concours sur titres permettant l'accès au corps des Cadres de santé,

Vu la vacance de 4 postes de Cadres de santé diffusée le 10 février 2010 non pourvus par des candidats fonctionnaires,

#### DECIDE

Article 1er : Un concours sur titres INTERNE est ouvert à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2010 au Centre Hospitalier de Verdun pour pourvoir 3 postes vacants de Cadre de santé (2 filière infirmier + 1 filière médico-technique) dans l'établissement.

Article 2 : Peuvent être candidats les fonctionnaires hospitaliers titulaires du diplôme de Cadre de Santé relevant des corps régis par les décrets :

- n° 88.1077 du 30 novembre 1988 portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la Fonction Publique Hospitalière ;  
- n° 89.609 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la Fonction Publique Hospitalière ;  
- n° 89.613 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant statut particulier des personnels médico-techniques de la Fonction Publique Hospitalière ;  
comptant au 1<sup>er</sup> janvier 2010, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités, ainsi que les agents non titulaires de la Fonction Publique Hospitalière, possédant l'un des diplômes d'accès à l'un des corps précités et le diplôme de Cadre de Santé ayant accompli au moins 5 ANS de services publics effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 2010 en qualité de personnel de la filière infirmière, de rééducation ou médico-technique.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans un délai de DEUX MOIS à compter de la date de publication du présent avis au recueil des actes administratifs des préfectures de la région, au Directeur du Centre Hospitalier de Verdun, accompagnée des pièces suivantes :

- diplômes ou certificats dont ils sont titulaires et notamment le diplôme de Cadre de Santé
- un CV établi par le candidat sur papier libre.
- un certificat de travail justifiant de la durée des services accomplis
- les candidats doivent indiquer la filière dans laquelle ils désirent concourir.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition statutaire du jury en application de l'article 6-1° de l'arrêté du 19 avril 2002 susvisé.

Article 5 : le concours pourra être organisé au plus tôt UN mois après la date de clôture des inscriptions, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 19 août 2002 susvisé.

Verdun, le 22 juillet 2010

Le directeur adjoint chargé des ressources humaines,  
F. DELHOUSTAL

